

sme-2-3

allemagne.....	2
Munich, Allemagne : Collabos de ce monde de riches et de prisons voient leurs véhicules partir en fumée.....	2
Allemagne : Lettre de Lisa pour les journées anti-carcérales de Berlin (Octobre 2017).....	3
belgique.....	5
L'industrie militaire belge en prend pour son grade.....	5
chili.....	7
Valparaiso (Chili) : Tentative d'évasion de l'anarchiste Tamara Sol Vergara.....	7
Chili : La bienvenue au Pape !.....	8
france.....	9
Début de travaux sous protection policière sur le parc éolien aveyronnais.....	9
Action anti-Nuk en solidarité à la lutte à Bure, décembre 2017.....	11
Rassemblement contre une expulsion vers le Soudan.....	12
Reims : V'là votre insertion dans le monde du travail.....	12
De la Normandie au Rhone-Alpes, et si le réveillon était toute l'année ?.....	13
Manifestation vendredi 16 février 2018, 19 h à l'entrée de la rue piétonne de Montreuil, Métro Croix de Chavaux. Contre la prison, la politique de logement mené à Montreuil et l'État !.....	17
Orvault (Loire-Atlantique) : Saccage d'une agence immobilière.....	18
Coulaines (Sarthe) : La rébellion du prisonnier envoie la maton à l'hosto.....	18
Montbéliard (Doubs) : Chapardage et rébellion dans les locaux des vigiles.....	19
Photo.....	20
Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvements, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde.....	20
[Rajout] Compte-rendu & verdict du procès contre les Brèves du désordre.....	27
Paris : la lutte contre la machine à expulser en procès.....	31
Palaiseau, France : Quatre migrants se font la belle du centre de rétention !.....	33
Des mauvais moments pour les bleus (mi-janvier 2018).....	33
Prison de Fleury-Mérogis : Les prisonniers ripostent au blocus des matons.....	39
Prendre le maquis ou bien mourir.....	40
Communiqué commun du mouvement anti-aéroport, suite à la décision du gouvernement.....	43
Récit parcellaire de la Manif sauvage partie de Rambuteau issue du rassemblement célébrant la ZAD (Belleville).....	44
Epinay : Un homme entre la vie et la mort après des tirs policiers.....	46
italie.....	46
Italie : Nouvelles de la lutte contre les frontières – Janvier 2018.....	47
Montichiari, Italy – Damage and graffiti to a carabinieri monument.....	48
Milan, Italy – Damage to the christmas tree of the Italian cops.....	48
Italy: Update on the Repression Against Anarchists in Naples.....	48
Italie : La moisson de mouchards continue.....	50
nouvelle-caledonie.....	53
Canala (Nouvelle-Calédonie) : Le site minier du groupe Ballande à l'arrêt après une soirée de saccage et d'incendies.....	53
tunisie.....	53
Tunisie : La rage insurrectionnelle reste palpable dans plusieurs régions	54

allemagne

Munich, Allemagne : Collabos de ce monde de riches et de prisons voient leurs véhicules partir en fumée

Dans la nuit du 2 janvier 2018, la presse locale rapporte qu'un véhicule de type « Caddy Volkswagen » appartenant à une entreprise de construction et garé dans la Entenbachstraße à Au a été incendié. Dans aucun de leurs article n'a été mentionné le nom de l'entreprise ciblée (par peur que ce genre d'attaque incendiaire ne soit reproduite?). Pourtant, sur l'une des photos publiées par les journaux, on aperçoit le logo du constructeur IMPLENIA, qui a déjà été visé par des attaques similaires, principalement en Suisse : cette entreprise participe en effet au [projet de construction de la nouvelle prison pour étrangers de Bässlergut à Bâle](#). Mais leur sale travail ne se limite pas uniquement à cette nouvelle taule : elle participe également au [chantier du nouveau centre de police et de justice à Zurich](#) et est mêlée à la construction du [nouveau centre judiciaire de Munich](#).

Au cours de cette même nuit, deux voitures de sociétés immobilières de Munich ont aussi été réduites en cendres : il s'agit de deux Smart, l'une garée Ruffinistraße dans le quartier Neuhausen, l'autre à Schwabing.

Quelques nuits plus tard, dans la nuit de dimanche à lundi 8 janvier 2018, c'est dans le quartier munichois de Giesing [1] que les flammes ont embrasé deux autres véhicules de ce monde de riches. Vers 2h15, un passant a remarqué un véhicule *citroën* en feu et a alerté les pompiers : ce véhicule portait également l'inscription d'une entreprise de construction munichoise. Les flammes ont eu le temps d'embraser un autre véhicule *Dacia*. Les dégâts se chiffrent d'ores et déjà quelques dizaines de milliers d'euros.

Par ailleurs, la presse fait état d'autres incendies contre des sociétés immobilières à la mi-octobre à Munich, détruisant notamment une voiture d'une société immobilière garée à Maxvorstadt.

[Traduit de la presse munichoise]

Note :

[1] C'est dans ce quartier, en pleine rénovation urbaine, que doit être construit le nouveau centre judiciaire.

Allemagne : Lettre de Lisa pour les journées anti-carcérales de Berlin (Octobre 2017)

[Lettre de la compagne incarcérée à Cologne pour braquage de banque à Aachen, comme contribution aux discussions anti-carcérales qui se sont tenues à Berlin du 6 au 8 octobre 2017]

Il n'existe certainement aucun autre endroit tel que la prison où l'injustice, l'exploitation et l'oppression sont aussi acérées. Même si on dit que certaines choses se sont apparemment améliorées ou assouplies en détention par rapport à la décennie précédente, ça ne se ressent absolument pas en régime de détention classique. Souvent, les conditions dans de nombreuses prisons sont même bien pires qu'il y a dix ans par exemple. Il n'y a généralement qu'une heure de promenade par jour, peu ou pas de travail, des possibilités incroyablement réduites pour communiquer avec le monde extérieur (surtout en détention préventive), une assistance médicale désastreuse, une négligence vis-à-vis des prisonnier.e.s souffrant de maladies physiques et mentales, d'énormes difficultés pour les étrangers, pour les personnes qui ne parlent pas allemand ou qui sont analphabètes, c'est-à-dire la grande majorité des personnes incarcérées. De plus, il n'existe quasiment pas d'options d'apprentissage, de formation continue ou d'activités, toujours plus de grilles et de « mesures de sécurité ».

Certes, on parle constamment de re-socialisation mais en fin de compte ça veut simplement dire intégrer les prisonniers au sein du système d'esclavage salarié ou même aussi, une fois sortis de prison, de les garder comme des exploités domestiqués et dépendants, auquel cas pèse sur les prisonniers la menace constante de la punition et de l'aggravation de leur situation, qui finit bien sûr par tomber. On peut déjà remarquer comment, depuis des décennies voire des siècles, le système de punition au sein de la prison s'est sans cesse perfectionné mais on peut aussi remarquer que, d'un autre côté, il continue en vérité à fonctionner comme à ses débuts. Aujourd'hui, il y a moins de passages à tabac et de tortures en Allemagne, mais de toute manière, les matons vous enlèvent le peu de choses qui ne vous a pas encore été volé. Les matons peuvent vous supprimer visites ou appels, tout contact avec les codétenu.e.s, travail ou activités, retirer la télévision de votre cellule ou vous isoler et vous enfermer dans un bunker ou dans un quartier de haute-sécurité. Les menaces sont présentes en permanence, les exécutions aussi ; la prison consiste uniquement à écraser et à briser tout type de personnes libres, rebelles ou simplement « inadaptées », en les éduquant ou sinon en les punissant. Bien sûr, toute forme d'intervention sociale, de solidarité ou d'organisation avec les autres détenus afin de faire face aux injustices quotidiennes est particulièrement sanctionnée, en les qualifiant immédiatement de « soulèvement » ou de « mutinerie », même s'il s'agit d'une brouille ridicule ou du simple fait de défendre ses propres droits.

L'isolement en tant que *remède* permanent à « tous les maux » ne s'applique pas uniquement comme punition pour un fait en particulier mais aussi en d'autres occasions. De toute évidence, il est régulièrement utilisé contre des prisonnier.e.s dit « politiques » pouvant être « dangereux » ou qui ont le soutien de « mouvements dangereux », généralement en détention préventive lorsqu'il y a des « séparations de criminels » et que des prisonnier.e.s de droit commun sont isolé.e.s des autres. Même au cas où une personne serait porteuse d'une maladie contagieuse ou refuserait de se faire examiner par le médecin, elle est ensuite placée en quelque sorte « en quarantaine » dans la même prison et est privée de tout contact humain, ce qui l'exclut et l'isole complètement. Les

prisonnier.e.s sont traité.e.s comme de la merde, des personnes qui ne valent rien. Seul importe l'ordre au sein même de la prison, que rien ne fonctionne de travers, même si tout être est annihilé : « tout va bien » tant que personne ne se suicide.

Les lois, règlements et règles sont en général très stricts, tandis que les droits accordés sont minimales. Ceci donne souvent aux matons une énorme marge de manœuvre dont ils peuvent profiter à leur convenance. Dans certaines périodes calmes, ils tolèrent davantage de choses de la part des prisonniers, mais c'est aussi fait dans le but d'habituer les prisonniers à un « régime assoupli » et donc de les rendre plus vulnérables au chantage, de sorte que cette condition/ ce privilège puisse être annulé sur le champ au cas où les détenu.e.s ne se comportent pas comme le système carcéral le voudrait. Ces putains de règlement leur permettent tout.

Il y a bien sûr beaucoup de racisme, d'exploitation et de violence patriarcale en taule entre les prisonnières elles-mêmes. Dans la section des femmes ce sont presque toujours les femmes d'origine roms et tziganes qui sont les plus ciblées, même si d'autres groupes et minorités peuvent en être la cible.

Le pouvoir et l'abus qui en découlent sont constamment utilisés, et ce de manière abusive de la part de ceux qui l'ont, mais aussi à la base parmi les prisonnier.e.s, ce qui explique qu'il règne un pouvoir et une impuissance incroyable, conduisant certain.e.s à la solitude ou à la dépression, à un égoïsme et à une soumission totale chez beaucoup d'autres. Malheureusement, seul.e.s quelques prisonnier.e.s sont en mesure de se dresser contre cette injustice permanente. Bien souvent, ces interventions solidaires sont stoppées ou brisées en séparant et en transférant les personnes dans d'autres centres de détention. Parmi toutes ces vexations, il est important d'agir intelligemment tout en restant digne, de savoir clairement quelles conséquences on peut supporter, en réfléchissant à l'avance à ce qui est le mieux pour soi. Sinon, on vous écrase ici, tout simplement. Cependant, il est tout aussi important de ne pas tout accepter, mais de s'impliquer et de se battre, sinon vous serez impacté.e.s sur le plan humain. Mais il n'est pas facile d'équilibrer ces deux modalités.

Le système carcéral n'est pas extérieur à la société mais en est un élément fondamental sans quoi l'État et son système de répression et de domination n'existeraient pas. On menace par des peines et de la prisons afin que les gens s'intègrent à ce monde misérable, n'outrepassent simplement pas les limites fixées, se contrôlent et se refrèment, sinon on les enferme. En permanence on parle des viols et des crimes sexuels, ce qui fait que l'on justifie tout le système pénal et que l'on intimide la société. Cependant, la plupart des prisonniers sont à l'intérieur pour des délits liés à l'argent, à l'économie et des atteintes à la propriété, surtout quand il s'agit de la propriété des riches et des puissants. De nombreuses personnes incarcérées viennent des couches les plus pauvres et les plus misérables et tentent simplement de mener une vie un peu plus digne. Par ailleurs, les femmes sont confrontées à la violence patriarcale et à l'exploitation et finissent aussi souvent en prison pour cela.

La répression et la prison visent aussi à avoir un effet dissuasif sur nous, anarchistes, de sorte que nous ne soyons pas trop sauvages, rebelles ou organisé.e.s et avant tout pour que nous ne représentions aucun danger pour le système. En même temps, la prison est toujours associée à l'isolement total, à la solitude, à l'ennui et à l'emprisonnement constant qui, bien que cela puisse être le cas, ne peut pas être la seule chose qui existe. Ici aussi, à l'intérieur, c'est important de tirer le meilleur parti de chaque situation, de résister de manière active et multiforme, de tisser des liens sociaux, d'apprendre beaucoup des autres mais aussi de soi-même et de ne jamais abandonner.

C'est vachement important de combattre notre propre peur collective de ce système carcéral de merde et de tirer les points forts de nos expériences, de vécu et de résistance, mais nous ne devrions jamais jouer de manière trop frivole ou inconsciente avec notre propre liberté. Mais la vie et la lutte continuent aussi en prison et après le temps que l'on y a passé. Souvent, ce sont justement ces expériences difficiles dans nos vies qui nous sensibilisent davantage, nous radicalisent, nous soudent, et nous donnent une force et une détermination que nous n'aurions jamais eu autrement.

Par ces mots, je vous envoie des salutations solidaires et combatives, à Berlin pour les journées anti-carcérales. J'espère vraiment avoir vent de discussions et de débats très passionnants et qu'en naîtront de nombreux projets et complicités.

Prenez soin de vous ! Continuez ! Et ne vous laissez jamais domestiquer ! Beaucoup de force à tou.te.s celles et ceux qui doivent passer par la taule !

Jusqu'à ce que toutes les prisons soient en ruines et que toute forme de domination et d'autorité soit détruite !

Pour la rébellion, la liberté et l'anarchie !

Lisa

Août/septembre 2017

Pour lui écrire:

*Lisa, n° 2893/16/7
Justizvollzugsanstalt (JVA) Köln
Rochusstrasse 350
50827 Köln (Allemagne)*

[Traduit de l'allemand de antiknasttage2017, 13. Oktober 2017]

[Une autre lettre de Lisa de juin 2017](#)

belgique

[L'industrie militaire belge en prend pour son grade](#)

varec malines

L'industrie militaire belge en prend pour son grade

En Europe, les guerres semblent appartenir à un lointain passé. Les images des tranchées, des camps de concentration, des bombardements aériens des capitales européennes, des débarquements sur les côtes françaises ressortent des archives de temps en temps à l'occasion d'une hypocrite commémoration et tout le monde se dit que les temps ont bien changé. Pourtant, notre époque est caractérisée par l'omniprésence des logiques guerrières. Qu'on pense aux « interventions » en Irak et en Syrie dans des conflits que les membres de la coalition internationale ont en grande partie

provoqués. Mais la guerre est aussi ici, très visible sur les uniformes kakis qui patrouillent dans nos rues ou sur les visages ternes et fatigués des errants charriés jusqu'en Europe par l'onde de choc des bombardements lointains. On la retrouve parfois au détour d'un scandale, comme quand tout le monde feint d'apercevoir que la Région wallonne vend des armes à l'Arabie Saoudite...

Moins visible, occultée à dessein, elle se cache aussi dans des bureaux, des hangars et des ateliers un peu partout en Belgique. Nombreuses sont les entreprises qui participent ainsi à l'effort de guerre actuel, produisant le matériel nécessaire aux conflits d'ici et d'ailleurs, armant flics et troupes, équipant prisons et porte-avions, permettant la surveillance des rues de Bruxelles et la dévastation d'Alep. Ces entreprises ne font pas la une des journaux, n'attirent pas l'attention du passant dans les rues et ne font pas de campagnes publicitaires, peu enclines sans doute à se vanter de faire du fric sur des cadavres. Pourtant elles existent et en nombre. D'après Roland Teheux, responsable à Agoria (fédération belge des entreprises technologiques) du secteur aéronautique, espace, sécurité et défense, il y aurait 92 entreprises actives dans le secteur, pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards d'euros. On pourra se faire une idée de l'étendue du secteur en visitant la base de données du site du « Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité » (GRIP), qui recense 75 entreprises de l'armement en Belgique.

Nous pouvons bien sûr nous sentir totalement impuissants face à ces guerres qui se déroulent à l'autre bout du monde, face au terrorisme d'État qui s'exerce ici et ailleurs. Pourtant, le mois de septembre 2017 n'a pas été des plus plaisants pour l'industrie de l'armement belge. D'après les médias, ce sont ainsi trois entreprises du secteur qui semblent avoir été prises pour cibles par des incendiaires inspirés. La nuit du 25 septembre d'abord, ce sont les 5000 m² de hangars de l'entreprise Varec à Malines qui partent en fumée, nécessitant l'intervention des pompiers de Malines, Duffel, Berlaar, Lier et Nijlen. Si l'incendie n'a pas été formellement qualifié d'intentionnel par le parquet, il y aurait deux foyers distincts d'où se seraient répandues les flammes. D'après l'entreprise elle-même, Varec est « un fabricant à la renommée mondiale de pièces en métal caoutchouteux et de composants synthétiques pour les véhicules militaires ». Il semble que les dégâts aient été importants, les pompiers ont dû travailler jusqu'au matin le lendemain pour maîtriser l'incendie. Deux jours plus tard, c'est au tour de l'entreprise Teksam Company à Genk de voir ses locaux se transformer en feu de joie. Ici aussi, les dégâts sont énormes : ateliers et bureaux endommagés par les flammes, commandes prêtes à être expédiées totalement détruites, 40 employés au chômage technique... Le feu semble avoir été bouté par des personnes mal intentionnées : des bouteilles de gaz ont été retrouvées sur le site. Teksam Company conçoit et fabrique des mâts télescopiques destinés aux armées du monde entier. Le lendemain vers 8h, à Herstal, c'est sur le toit d'un bâtiment des Forges de Zeebruges qu'un feu semble sur le point de prendre. Des ouvriers, apparemment avertis par un dégagement d'épaisse fumée, découvrent un assemblage artisanal composé de bonbonnes de gaz à briquet attachées entre elles et reliées à une mèche. L'engin a été désamorcé par les démineurs de l'armée. Les Forges de Zeebruges, membres du groupe Thalès, fabriquent des bombes, des munitions et des missiles pour avions et les hélicoptères de combat.

Ces attaques viennent créer une brèche dans l'atmosphère de complicité silencieuse, d'acceptation soumise d'une soi-disant fatalité morbide face à ces guerres et au contrôle de nos vies qui s'intensifie de jour en jour. Elles montrent que la toute-puissance des armées n'est pas infaillible. Elles montrent aussi qu'une lutte contre la guerre du pouvoir et contre la paix sociale n'est pas vouée à se résumer

à des paroles en l'air ou à des actions symboliques, à des pétitions ou à des actions de pressions politiciennes ; qu'il est possible de donner des coups là où ils ne s'y attendent pas, par soi-même et sans attendre.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

chili

Valparaiso (Chili) : Tentative d'évasion de l'anarchiste Tamara Sol Vergara

Nous annonçons que Tamara Sol aurait tenté de s'évader du centre d'extermination de Valparaiso le 12 janvier 2018. Les gardiens l'auraient empêché de rejoindre la rue par ses propres moyens. Nous manquons encore d'informations et des mises à jour ne cessent de parvenir.

Tamara est blessée, elle se trouve dans l'impossibilité de communiquer, isolée et en attente d'un transfert vers une autre prison comme punition. Nous rappelons que Tamara Sol a été condamnée à sept ans de prison pour avoir tiré sur un vigile, comme vengeance après le meurtre du compagnon anarchiste Sebastian Oversluij lors d'une tentative de braquage de banque.

Nous donnerons davantage d'informations à mesure qu'elles nous parviendront.

Solidarité révolutionnaire avec Tamara Sol !

Force, fermeté et résolution pour Tamara, sa famille et ses proches.

Devant les centres d'extermination et la torture des geôliers, mutinerie et évasion mille et une fois !

[Traduit de l'espagnol de [Publicación Refractario](#).]

Mise à jour

Avec un peu plus d'informations, nous annonçons que Tamara Sol a fait une tentative d'évasion le 12 janvier 2018. Elle a été blessée par les grilles des murs du périmètre de la prison, en haut desquelles sont placés des objets pointus et tranchants, en plus d'avoir été stoppée par les gardiens. Malgré ses blessures, Tamara n'est pas en danger de mort, et après avoir été isolée et laissée sans possibilité de communiquer, elle a été transférée à l'entreprise-prison de Rancagua, bien connue pour ses dures conditions d'enfermement.

Nous continuerons à envoyer des informations à mesure que nous les recevrons.

Solidarité révolutionnaire avec Tamara Sol !

Force, fermeté et résolution pour Tamara, sa famille et ses proches.

Devant les centres d'extermination et la torture des geôliers, mutinerie et évasion mille et une fois !

[Traduit de l'espagnol de [Publicación Refractario](#).]

Les articles consacrés à la situation de Tamara sur ce site :

Chili : La bienvenue au Pape !

Attaques incendiaires et explosives coordonnées contre cinq églises, avant la visite du Pape

[Noticias de la guerra social](#) / samedi 13 janvier 2018

Dans la nuit du 12 janvier, une série d'attaques explosives et incendiaires ont frappé la capitale chilienne, trois jours avant la visite du Pape François Ier, leader pourri et monarchie d'une institution tachée de sang et fondé sur la torture, le pillage et l'inquisition.

1. Attaque incendiaire contre la paroisse « Santa Isabel de Hungria », en calle Las Catalpas # 99, dans la commune d'Estacion central, à Santiago.

Ici, des inconnus ont sauté le grillage et vers minuit quinze un engin incendiaire a fortement endommagé la porte et un vitrail. Les prêtres et des voisins ont essayé d'éteindre l'incendie, évitant que l'église brûle entièrement.

Des tracts revendiquant l'action ont été trouvés sur le lieux. Les flics du GOPE [*groupe d'interventions spéciales des Carabineros; NdAtt.*] et de la police scientifique sont arrivés, mais personne n'a été arrêté.

2. Attaque explosifs contre la chapelle du « Cristo vencedor », en calle Peninsula #2167, dans la commune de Peñalolén.

Vers 3h10, un engin explosif fabriqué avec de la poudre noire entassée dans un extincteur a explosé, endommageant une partie du mur extérieur et laissant un trou à côté de la porte principale. Ici aussi ont été retrouvés des tracts qui revendiquent l'action et ici également le GOPE et la police scientifique sont arrivés pour examiner les restes de l'engin, sans interpellé personne.

3. Attaque explosive contre la chapelle « Emmanuel, Parroquia Santos Apóstoles », située calle Salzburgo #4068, dans la commune de Recoleta.

A 3h20, un engin explosif fabriqué avec de la poudre noire pressée dans un cylindre en métal a explosé, faisant tomber la porte principale de la chapelle, en plus de briser les vitres de cette partie de l'église.

4. Attaque incendiaire ratée contre l'église « Cristo Pobre », matucana #540, commune de Quinta Normal.

Au matin du 12 janvier, un engin incendiaire qui ne s'est pas enflammé a été retrouvé devant la porte de l'église. Il était composé d'une jerrican avec 5 litres de combustible et d'un minuteur, qui n'a pas marché. La prese a essayé de lier cette attaque au « Movimiento Juvenil Lautaro » [une organisation marxiste-leniniste; NdAtt.], à cause de tags et tracts présents dans le quartier, mais cette orga a essayé de mener une autre typologie d'agitation de rue contre la visite du Pape, avec la perspective d'une organisation de masse, très lointaine de ce type d'attaques incendiaires et explosives.

5. Attaque incendiaire ratée contre la paroisse « Jesús Maestro », en avenida Central #3895, dans la commune de Quinta Normal, à l'intérieur de Villa Portales.

Le matin du 12 janvier a été retrouvé un engin composé d'une jerrican de combustible et d'un

minuteur qui n'a pas marché.

Les flics du GOPE et de la scientifique sont arrivés faire les constats sur les lieux, trouvant encore le même tract.

Voilà le texte du tract :

Nous ne nous soumettrons jamais à la domination qu'ils veulent exercer sur nos corps, nos idées et nos actes, puisque nous naissons libres de décider le chemin à prendre.

Contre toute religion et tout.e prédicateur.ice.

Corps libres, impurs et sauvages.

Attaquons avec le feu de la lutte, en faisant exploser leur morale dégueulasse.

Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s du monde.

Wallampu [*la terre Mapuche; NdAtt.*] libre. Autonomie et résistance.

Pour François : les prochaines bombes seront sous ta soutane !

france

[Début de travaux sous protection policière sur le parc éolien aveyronnais](#)

Retour sur la journée du mardi 9 janvier 2018

Une rude journée de passée, deux pelleteuses et une broyeuse ont travaillé toute la journée sur le site de la première éolienne. Entre 80 et 100 gendarmes verrouillent le site, une partie en battle-dress quadrillent les bois. Un arrêté de la mairie interdit tout stationnement sur les routes qui entourent le chantier.

Le TGI de Rodez a pris une décision interdisant la pénétration d'un vaste périmètre (même pour les propriétaires des terrains qui se sont vu refuser l'accès et à qui on a dit qu'il devaient s'adresser au TGI). La violation de ce périmètre devient en soi un délit. Les journalistes de france 3 ont été contrôlés, la gendarmerie tentant même d'essayer de leur soutirer leur sources...

Mieux qu'à Flavin plusieurs barrages de contrôles routiers répétitifs jalonnent les routes de Saint Affrique à Nogayrolle et pour ceux qui vivent et travaillent dans les fermes environnantes jusqu'à 8 contrôles dans la même journée ont été relevé.

Malgré cela une douzaine de personnes ont réussi à parvenir sur le cœur du chantier et à déployer une banderole durant deux minutes avant de se replier.

Demain, mercredi 10 janvier, retrouvons nous à 13H30 place Foch à Saint Affrique pour se rendre sur le chantier tous ensemble.

Dans les jours qui viennent différentes actions seront menées soyez attentifs à vos courriels.

Honte aux entreprises et collectivités qui collaborent avec les promoteurs et destructeurs de notre territoire : l'entreprise Arles de Saint Rome de Tarn, le Maire de Saint Affrique Alain Fauconnier, la préfecture de l'Aveyron, le juge du TGI, Le Domaine de Nogayrolle...

Résistances et sabotages pour reprendre le slogan de Notre Dame des Landes !

Pas res nos aresta !

11 convocations, 1 blocage, 100 flics : Communiqué de l'amassada depuis le chantier bloqué des éoliennes de Crassous, en Aveyron.

Au cours de cette semaine, onze personnes ont été convoqué à la gendarmerie. Ces convocations constituent pour nous une tentative d'intimidation et de division d'un mouvement qui est amorcé ici et ailleurs contre l'invasion éolienne et le méga transformateur.

Nous dénonçons cette manœuvre policière qui cherche à individualiser des gestes de résistance décidés collectivement.

L'Amassada est une assemblée de collectifs et de personnes, c'est un des point d'appui contre les éoliennes à Crassous. Elle incarne l'idée de se réunir pour trouver ensemble des manières enthousiasmantes de lutter, produire, construire, se réunir,... autrement. C'est pourquoi les personnes convoquées ne se rendront pas au poste ni aujourd'hui ni dans les jours à venir.

La tentative de criminalisation des luttes et des personnes qui y participent n'est pas une nouveauté. Nous préférons nous exprimer ici à Crassous, et dans les médias pour informer les gens et les inviter à nous rejoindre ou à agir chez elles.

Nous sommes des personnes vivant dans la région qui avons différentes manières de concevoir les actions à mener, mais nous agissons ensemble car elles disent toutes un non ferme au transformateur et aux éoliennes. Cette hétérogénéité fait notre force et nous y tenons beaucoup.

Il y a une évidence à lutter contre les éoliennes quand on comprend les intérêts défendus par leur promoteurs, et autres aménageurs sans scrupules et appuyés par une justice complice. Ici à Crassous, nous dénonçons un montage financier entre Futurem le groupe d'investissement, sa filiale Téolia et une micro société, Cesou représentée par une boîte à lettres à côté de centaines d'autres à Montpellier.

Le gouvernement Macron lui même nous annonce qu'il « ne peut pas remplacer le nucléaire par les énergies renouvelables ». Enfin ! Le masque de la dite transition énergétique tombe. Les éoliennes ne sont qu'une manne financière verte parmi d'autres.

Il est évident de lutter contre les éoliennes quand on connaît leur mode de production : mines à ciel ouvert, exploitation humaine, crise sanitaire et désastre écologique dans les pays « en voie de développement ». Une fois de plus nous nous sentons légitimes quand on voit la forêt détruite à Crassous. Nous bloquons donc le bétonnage massif de terres agricoles et sauvages.

Ce qui se passe ici, c'est que nous ne voulons pas de compromis : nous avons dit non à l'enquête publique, non au transfo, et non aux éoliennes.

Nous bloquerons le chantier de Crassous tant qu'il le faudra. Pour que Crassous ne devienne pas Crassou.

8 janvier 2018

Pour plus d'infos : <http://douze.noblogs.org>

Ecrire à [amassada\(at\)riseup.net](mailto:amassada@riseup.net)

Action anti-Nuk en solidarité à la lutte à Bure, décembre 2017

Une action anti nucléaire et en soutien à la résistance au projet de poubelle de déchets hautement radioactifs à Bure s'est déroulée le 6 décembre 2017 !

Le Mercredi 6 décembre, nous avons voulu fêter la saint Nicolas comme il se doit en faisant remonter à la surface des déchets nucléaires que Nicolas Hulot et les nucléocrates souhaitent enterrer loin des yeux loin du cœur avec le projet Cigéo à Bure.

Nous nous étions donné rendez vous à 12h au métro Jean Jaures (étage -1), une dizaine de bacqueux nous attendaient, mettant instantanément une ambiance stressante et crispée. À Midi et quart nous étions 10 et nous avons décidé de prendre le métro, les bacqueux nous suivirent de près, souhaitant nous intimider, nous avons failli les semer au métro mais les portes se sont refermées trop tôt. Nous sommes descendu.e.s à Compans Caffareli.

Toujours escorté.e.s, nous nous sommes allé.e.s au 16 Rue de Sébastopol, devant les locaux de ENEDIS, anciennement ERDF, filiale à 100 % d'EDF chargée de la gestion et de l'aménagement de 95 % du réseau de distribution d'électricité en France.

Sur place, des copines/copains nous attendaient avec des sacs poubelles ornés du logo nucléaire, des tonneaux représentant les déchets, nous avons pu faire une jolie pyramide et y accoler la photo de Nicolas Hulot tenant un carton sur lequel est écrit non au projet Cigéo (cette photo n'est pas un fake).

Certaines poubelles symbolisant des déchets radioactifs et d'autres nos propres déchets car il y avait une double visée : **représenter les déchets qu'ils veulent enfouir à Bure au pied de cet acteur financier de la filière nucléaire et aussi lui donner nos poubelles personnelles comme eux veulent enfouir « leurs » déchets dans un département prévu pour** (loin de leur production !).

On notera la présence excessive de la police (sans compter les RG, nous en avons repéré 3), en surnombre. Preuve que le sujet dérange beaucoup et que nous leur faisons peur, il serait bon d'être plus nombreuses et nombreux la prochaine fois afin d'avoir un rapport de force plus équilibré. Étaient présents en plus de la dizaine de bacqueux, deux fourgons, une voiture, et une autre dizaine de flics.

Nous avions prévu de distribuer des tracts aux employé.e.s de la boîte expliquant pourquoi nous étions là et pourquoi ce jour mais les policiers nous en ont empêché. Ils ont fermé les grilles et ainsi

ont détourné le trajet habituel des salarié.e.s qui sortent déjeuner. Et ils ne nous ont pas laissé accéder au parvis devant l'entrée de la cantine. Tout ça afin qu'il n'y ait aucun contact entre eux.elles et nous.

A voir comme ça les dérange qu'on puisse expliquer les raisons de notre action ! Ils ont ainsi « installer » une frontière pour permettre ou faciliter l'incompréhension !

Nous avons tout de même distribué des tracts à quelques employé.e.s qui sortaient et aux passant.e.s en voiture et à pied.

Nous sommes parti.e.s à 14h. Nous sommes donc resté.e.s une heure.

En partant les flics nous suivaient toujours, nous nous sommes arrêté.e.s au parc de Compans pour débriefer "à chaud", ils sont restés à distance un bon moment avant de finalement partir.

Des réunions du collectif Bure Partout Nucléaire Nulle Part sont à venir ...

Rassemblement contre une expulsion vers le Soudan

Un camarade du collectif soutien migrants 13 / Al mamba vient d'être emprisonné au CRA du Canet. Rassemblement dimanche 14 janvier dès 10h devant le JLD (**49 bd Ferdinand Lesseps**, métro Bougainville).

Reims : V'là votre insertion dans le monde du travail

L'Union / mercredi 10 janvier 2018

Désolation dans les jardins d'EPIS (Ensemble pour l'insertion et la solidarité). Lundi soir, **un incendie volontaire a détruit deux bungalows de l'association** rue de la Roseraie. « *Nous sommes partis vers 16 h 30. Il n'y avait rien de suspect. À 17 h 32, les pompiers étaient appelés pour un incendie* », relate Patrice Hivet, directeur d'EPIS. De nombreux témoins ont donné l'alerte, notamment les usagers de la traversée urbaine (L'union d'hier).



Le feu a pris dans un bungalow de 20 m² où étaient rangés vêtements de travail, chaussures, semences, outillage. Il a complètement brûlé, de même qu'un deuxième bungalow touché par propagation, et qui servait de lieu de restauration. Un troisième cabanon utilisé comme vestiaires a été partiellement touché.

« *Entre les bungalows à reconstruire, les vêtements, le mobilier, le matériel* », M.Hivet estime les dégâts à 30 000 euros. L'acte de malveillance ne fait aucun doute : un deuxième départ de feu a été constaté dans la petite cabane d'accueil située à l'entrée des jardins. « *Elle a été forcée et à l'intérieur, des cagettes ont été incendiées, mais le feu n'a pas pris.* »

Vengeance ? Vandalisme gratuit ? Une plainte a été déposée. « *Nos salariés sont assez désespérés de voir leur travail partir en fumée* », souligne le directeur. Créée en 1996, **l'association accueille en permanence une cinquantaine de personnes qui lui sont adressées par Pôle emploi ou le**

conseil départemental pour une durée de 4 à 24 mois. « Ce sont des gens éloignés de l'emploi que nous aidons à se réinsérer socialement en leur permettant de travailler sur différents chantiers (maraîchage, recyclage, prestations viticoles). Nous avons 60 % de sorties positives, soit avec l'obtention d'une qualification, soit d'un emploi. »

De la Normandie au Rhone-Alpes, et si le réveillon était toute l'année ?

Rouen : Toute la rue en feu

Paris-Normandie / mardi 9 janvier 2018



Nous l'évoquions dans votre journal d'hier : dans les premières heures de lundi, rue de Reims, des vandales ont multiplié les incendies volontaires, **détruisant de très nombreuses poubelles et six véhicules**. «Ils avaient coincé une poubelle contre ma voiture, qui commençait à sérieusement chauffer. Je suis sorti avec deux arrosoirs, un voisin a pris un seau d'eau, et on a évité le pire», raconte, encore ému, Christian Desperrois. «C'était un spectacle navrant, toute la rue semblait en feu. C'est comme si un bombardier avait largué ses bombes le long de la rue.»

Le riverain insiste sur le choc vécu par le quartier, plutôt âgé, plutôt cadre, qui n'avait « jamais vu ça. C'étaient des incendies systématiques. [...] ». [...]

Vernon (Eure) : La loi des séries ?

Paris-Normandie / mardi 9 janvier 2017

Les actes de délinquance s'enchaînent à Vernon et ses alentours depuis la fin du mois de novembre. Quatre véhicules ont encore été brûlés ce week-end. Les forces de l'ordre parlent d'actes individuels.

Coups de feu tirés en pleine rue, caillassage d'une voiture de police, casse à la voiture bélier, incendies d'une dizaine de véhicules... Depuis la fin de l'année, les troubles à l'ordre public augmentent à Vernon et ses alentours – lire nos éditions précédentes.

Dans la nuit de samedi à dimanche, quatre voitures et un scooter ont ainsi été brûlés sur le secteur police : deux voitures et le scooter à Vernon, dans les quartiers des Boutardes et de Vernonet, et deux à La Chapelle-Longueville, dans le secteur de Saint-Just. Sur les réseaux sociaux, les habitants ne cachent plus leurs inquiétudes. Alors simple loi des séries ou phénomène plus grave de délinquance ?

Le capitaine de police Stéphane Pairin ne se montre pas particulièrement préoccupé. « Qu'il s'agisse des incendies de véhicules dans le quartier des Boutardes, à Vernonet ou dans la commune de La Chapelle-Longueville, nous avons affaire à des actes isolés. Il n'existe pas de logique dans le cheminement des différents auteurs. »

Les véhicules concernés à Vernonnet ont, par exemple, été incendiés sur fond d'ivresse publique. Une rixe a ainsi précédé le dernier en date ce qui laisse à penser aux enquêteurs qu'il s'agit d'une vengeance. *« Sur les trois individus interpellés pour les faits dans la nuit de samedi à dimanche, l'un d'entre eux était mis en cause dans une affaire semblable en décembre. Le témoin s'était rétracté par peur de représailles. »* Concernant la voiture brûlée, ce week-end également, rue de la Renaissance, *« nous n'avons pas vraiment d'explication ».*

Les deux véhicules ayant été en proie aux flammes dans le secteur de Saint-Just ont, sur le moment, beaucoup plus inquiété les forces de l'ordre. Comme le 14 décembre dernier, ils pensaient que les malfaiteurs souhaitaient faire diversion le temps de s'en prendre à un commerce. À noter qu'un véhicule avait été incendié sur le parking de la résidence Les Tourelles à Saint-Marcel suivi d'un casse à la voiture bélier, quelques minutes plus tard dans le centre-ville de Vernon – lire notre édition du 15 décembre. *« Nous pensions que le même schéma avait été mis en place ce week-end d'autant que des individus cagoulés nous avaient été signalés à Vernon, aux alentours de 6 h, raconte le capitaine. Mais finalement, cela n'a pas été le cas. »*

Si l'inquiétude n'est donc pas de mise du côté du commissariat de Vernon, les incendies répétés de véhicules au cours de ces dernières semaines posent néanmoins question. *« En général, dans les quartiers, des voitures sont brûlées en protestation d'une arrestation ou de désapprobation d'une intervention policière. Ce n'est pas le cas. Nous n'avons même pas été pris à partie en retirant le véhicule brûlé rue de la Renaissance, ce qui peut être le cas si les habitants ont de l'animosité envers la police. Le contexte n'est ni tendu, ni propice à ce genre de faits. »*

Anne Frackowiak-Jacobs, sous-préfète des Andelys, ne se montre pas non plus alarmiste. *« Ces actes sont toujours dérangeants et notamment pour les habitants du secteur. Mais il ne s'agit pas, loin de là, de violences urbaines. »* La sous-préfète souligne également qu'aucun signe inquiétant n'a été décelé au niveau des zones urbaines sensibles *« ou même de rassemblements particuliers. Il s'agit d'actes isolés où un phénomène d'imitation, entre les quartiers, peut entrer en compte ».*

Si, et ces dernières semaines l'ont encore prouvé, un renforcement des effectifs s'avère nécessaire, Anne Frackowiak-Jacobs, souhaite simplement que les forces de l'ordre *« puissent agir vite pour retrouver rapidement les suspects. Il s'agit là de la meilleure réponse que nous pouvons apporter ».*

Le nombre important de véhicules incendiés à Vernon ces dernières semaines ne change pas grand-chose pour la municipalité qui poursuit sa stratégie en matière de lutte contre la délinquance.

« La sécurité des Vernonnais a toujours été l'une des priorités de notre mandat et elle continuera à l'être, indique-t-on du côté de la mairie. Les événements de ces dernières semaines n'y changent rien. »

Pour rappel, **16 caméras de vidéosurveillance déjà ont été déployées entre 2015 et 2016 et plus de 30 le seront avant l'été 2018, sans compter celles le long des berges de Seine, du parcours de la Seine à vélo et des parkings gérés par Indigo. Au total, Vernon comptera donc plus de 50 caméras en 2020.**

Les effectifs de la police municipale ont également augmenté passant à une dizaine d'agents.

Leur armement avait aussi été acté en conseil municipal.

Un conseil de sécurité et de prévention de la délinquance (CSPD) se réunit, quant à lui, plusieurs fois par an, pour, notamment, faire mieux circuler l'information entre les acteurs de terrain.

Enfin, un audit diagnostique avait également été effectué par Espace Risk Management (ERM), cabinet de conseil en sécurité urbaine, basé à Montpellier (34), pour un coût de 17 670 €.

Givors (Rhône) : Deux voitures en feu

Le Progrès / mercredi 10 janvier 2017

C'est vers 20h15, mardi soir, que les sapeurs pompiers ont été appelés pour un feu de véhicule, sur un parking, devant le 3 rue Anne Franck sur le quartier des Vernes. L'incendie a pris à l'intérieur de l'habitacle d'une voiture de type Clio. L'acte volontaire ne faisait aucun doute. « Heureusement que des habitants sont intervenus et ont pu éviter la propagation des flammes au moyen d'un extincteur », expliquait une locataire.

Arrivés sur place, les secours ont définitivement

maîtrisé le sinistre mais le véhicule a été complètement endommagé. Nouveau départ des pompiers, dans la nuit, vers 4 heures pour un feu Chemin de la Châtelaine, sur le Plateau de Montrond. C'est une Fort K qui a été incendiée près d'une habitation, sur un trottoir. Les flammes ont entièrement détruit le véhicule.

Châteauroux (Indre) : Plusieurs véhicules incendiés

La Nouvelle République / lundi 8 janvier 2017

Une série d'incendies volontaires sur des véhicules a été déclenchée à partir de 23 h 20 et jusqu'à 2 h du matin, dans la nuit de dimanche à lundi 8 janvier, dans le quartier de Beaulieu.

Les sapeurs-pompiers et la Police nationale ont été appelés à au moins trois reprises, dans la nuit de dimanche à lundi 8 janvier. Trois feux de véhicules ont été déclenchés.

L'un des premiers, rue de Savoie, n'a concerné qu'un véhicule, celui de la revue la Bouinotte, vers 23 h 30. Pour les deux autres incendies, les flammes se



sont propagées à d'autres véhicules. Le feu a en effet été lancé sur des véhicules qui se trouvaient sur des parkings collectifs.

Les sapeurs-pompiers ont été appelés vers 1 h 30 rue d'Aquitaine. Trois véhicules ont été détruits par les flammes. Quinze minutes plus tard, l'alerte était donnée rue d'Auvergne : cinq véhicules ont été entièrement ou partiellement calcinés.

Manifestation vendredi 16 février 2018, 19 h à l'entrée de la rue piétonne de Montreuil, Métro Croix de Chavaux. Contre la prison, la politique de logement mené à Montreuil et l'État !



Des problèmes de logement à Montreuil ?!

Bah oui ! Ici c'est une galère de se loger quand on n'a pas les bons papiers, les bons garants, la bonne fiche de paie ou des problèmes avec la CAF. Une galère pour celles et ceux qui ne veulent pas, ne peuvent pas se plier à toutes les conditions que demandent les propriétaires, attendre des années pour un logement social, serrer les dents à chaque réforme des APL.

En juillet 2016, plusieurs familles de Roms sont expulsées de leurs logements à la Boissière par la mairie et se retrouvent à la rue ; les Baras, collectif de sans-papiers, après plusieurs ouvertures et expulsions sont contraints de quitter Montreuil ; en décembre 2017, une trentaine de femmes déjà expulsées deux mois plus tôt par la mairie, se fait virer d'un bâtiment rue Ernest Savart ; le foyer Bara se fait détruire à petit feu, régulièrement de nouvelles habitations sont murées ; en 2017, de nombreuses autres personnes sont expulsées de leur logement.

Ça se passe à Montreuil, mais ça pourrait être ailleurs, dans le « Grand Paris » à venir ou dans n'importe quelle ville concernée, notamment par la restructuration urbaine et la gentrification. Ici et ailleurs, l'État, la mairie, les spéculateurs et les flics, avec la collaboration de quelques citoyens-vigilants, font la chasse aux plus pauvres en augmentant le coût de la vie, en laissant se détériorer leurs conditions d'existence pour les pousser au départ, quand ce n'est pas simplement en les expulsant.

Alors que des logements sont vides et des gens à la rue, ils sont à l'affût de toute occupation d'une maison ou d'un bout de trottoir, usant de toutes les « armes » en leur possession, arrestations, contrôles, coups et pressions. Ils ont la loi pour eux et quand ce n'est pas le cas, ils la modèlent à leur guise.

La justice, trouve par exemple des moyens de pénaliser le squat, en inculquant les personnes de dégradations ou de vol. Une personne est en prison à Fresnes depuis octobre 2017, accusée de vol lors d'une tentative d'ouverture de squat à Arcueil, et en novembre trois personnes ont passé une

semaine en prison avant d'être relaxées pour une supposée tentative de vol dans un logement vide à Montreuil.

Par sa politique du logement, couplée à diverses mesures sécuritaires, l'État trie, gère et met la pression sur les plus précaires, traçant des chemins entre le centre d'hébergement d'urgence et le centre de rétention, la cité HLM et la prison, pour qu'au final tout le monde marche au pas.

Refuser de se soumettre à ces logiques, c'est pouvoir profiter parfois d'un logement plus décent, c'est tenter d'échapper au contrôle de nos vies (travail, papiers...), c'est expérimenter des situations de solidarité, d'entraide, de débrouille, c'est pouvoir remettre en cause concrètement la propriété.

Tant que ce monde s'appuiera sur la propriété, tant qu'il y aura des gens à la rue, tant qu'il y aura des prisons, nous continuerons à occuper des maisons et à prendre la rue !

Occupons les maisons, détruisons les prisons !

Manifestation vendredi 16 février 2018, 19 h
entrée de la rue piétonne, Croix de Chavaux, Montreuil

Les PDF du tract et des affiches :

Orvault (Loire-Atlantique) : Saccage d'une agence immobilière

Dans un article payant d'Ouest-France (12.01.2018), on apprend que **l'agence immobilière Î, située à Orvault, à côté de Nantes, a été saccagée au cours de la nuit de jeudi à vendredi 12 janvier. Après avoir défoncé une partie de la vitrine, un individu** que flics et médias qualifient de « marginal » **aurait pénétré à l'intérieur de l'agence et aurait laissé libre-cours à ses pulsions destructrices**, comme en atteste la photo ci-dessous. La directrice de l'agence se demande encore « comment une personne peut faire autant de dégâts toute seule ». Certainement en ayant suffisamment de rage au fond d'elle et en se débarrassant du flic dans sa tête, qui est présent en chacun de nous... On ignore si ce révolté anonyme a pu s'en sortir sans se faire identifier.



Coulaines (Sarthe) : La rébellion du prisonnier envoie la maton à l'hosto

Ouest-France / Samedi 13 janvier 2018

Un détenu de la maison d'arrêt de Coulaines, près du Mans, a blessé légèrement l'un de ses surveillants, jeudi matin. Les faits se sont produits jeudi matin, vers 9h, au cœur d'une cellule de la maison d'arrêt sarthoise. « **Un agent a été blessé au dos, lors de l'intervention tandis que le détenu se rebellait** », précise la direction. Le surveillant a été immédiatement conduit aux urgences. Une Incapacité temporaire totale de travail (ITT) a été délivrée. Le jeune détenu n'est pas connu pour être violent, selon la direction. Une procédure disciplinaire a été lancée par rapport à son geste. [...]

NdAtt: A l'appel de leurs syndicats, les matons bloquent depuis quelques jours les promenades et toutes autres activités (culturelles notamment) hors-cellule des prisonniers, ainsi que les visites des proches... Le même jour, trois matons se sont fait attaquer à la lame par un détenu islamiste à la prison de Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais. Les gardiens se sont saisis de cette attaque pour lancer un mouvement contre leurs conditions de travail qu'ils estiment déplorables. Comme leurs copains flics, ils tentent de mettre la pression sur leurs hiérarchie pour obtenir plus de moyens humains et matériels, histoire de rendre le quotidien des prisonniers toujours plus insupportable.

Montbéliard (Doubs) : Chapardage et rébellion dans les locaux des vigiles

L'Est Républicain / Dimanche 14 janvier 2018

Un vol à l'étalage a dégénéré, samedi en fin d'après-midi à Montbéliard. Il est 18 h 40 quand **un habitant de la ville âgé de 16 ans, tente de sortir du magasin Aldi situé Faubourg de Besançon avec des articles volés et dissimulés dans son blouson. Le préjudice est maigre : 7 € de gâteaux et de bonbons.** Le vigile s'interpose, le conduit dans un local à l'abri des oreilles et des regards indiscrets puis le prévient : « Je vais appeler votre père ».

Jusque-là conciliant, le mineur sort de ses gonds. **Il se jette sur l'agent de sécurité âgé de 33 ans, et le roue de coups de poing sur le torse.** Les menaces et insultes fusent : « *Fils de p... Je vais te massacrer avec toute ta famille* ». **Puis l'adolescent en furie s'en prend au mobilier, balance tout ce qui est à portée de main : les chaises, la table et même un réfrigérateur.** Il crache aux quatre coins de la salle. Le responsable du commerce vient à la rescousse de son employé. **Le quadragénaire est également frappé, injurié.** Le mineur n'a peur de rien, de personne et surtout pas des policiers.

Il saisit violemment les mains d'un fonctionnaire âgé de 49 ans qui procède à la palpation de sécurité. L'excité se débat, s'oppose à son interpellation. Les trois victimes déposeront plainte. Entendu, le mineur, connu pour plusieurs vols par escalade, a essayé d'inverser les rôles : « *C'est le vigile qui s'est jeté sur moi. Je lui ai proposé de régler les articles, j'ai lourdement insisté, il n'a pas voulu. Il s'était approché de moi pour me parler. Je l'ai repoussé* ». Les crachats, c'est encore une invention : « *J'ai juste craché dans l'évier* ».

Finalement, l'adolescent aurait admis l'ensemble des infractions (dégradation et destruction de biens, violences et rébellion). Il est convoqué devant le juge des enfants de Besançon. L'audience est prévue en juin.

Photo



Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvements, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde

On assiste ces dernières semaines à un déluge de déclarations médiatiques autour de la zad de NDDL et de son avenir – aéroport ou pas, expulsions ou pas, nouveau Larzac ou pas, blablabla. Autant dire qu'on ne s'y retrouve pas forcément, voire pas du tout, voire au contraire. Quelques retours nous portent à croire que c'est pas toujours très clair, pour les membres des comités locaux, les soutiens et les sympathisant.e.s, surtout ceux qui sont un peu loin. C'est à vous qu'on adresse cette lettre, parce qu'on a envie d'expliquer ce qu'on comprend de la situation, et aussi de porter une autre voix que celles qui se font le plus entendre.

On, c'est quelques habitant.es / occupant.es, de différents lieux de la zad, qui n'ont pas toujours les mêmes positions, mais se rejoignent souvent sur la volonté que la zad conserve une certaine radicalité qui ne soit pas que de façade, en restant attaché.es à ce que chacun.e puisse trouver sa place dans ce qui se vit ici.

Où on en est ?

Durant l'année qui vient de s'écouler, les relations entre les différentes composantes du mouvement contre l'aéroport et au sein des occupant-es ne se sont pas simplifiées. L'heure était plutôt à la crispation, sur fond d'incompréhensions mutuelles et/ou de désaccords politiques. Certain.es continuent néanmoins à maintenir et créer des ponts entre ces réalités qui se frottent et se heurtent. C'est plus que compliqué, et en même temps passionnant. On ne l'échangerait pour rien au monde avec une vie bien rangée. Mais ça nous pose beaucoup de questions qu'on aimerait partager, et c'est difficile de raconter tout ça sans rentrer dans les détails.

Même si ces frottements ne sont pas nouveaux, la perspective de l'abandon de l'aéroport, que semble ouvrir le rapport de la médiation, met une pression supplémentaire autour de ces embrouilles. Pourtant, l'enjeu de penser ensemble l'avenir de la zone reste fondamental pour beaucoup.

Les structures d'organisation du mouvement ont aussi évolué, avec deux transformations principales :

1) il y a quelques mois a été créée une "assemblée des usages" suite à des discussions autour de l'avenir des terres. Des personnes des différentes composantes, comités, associations... y participent tous les mois. Elle s'est donné des objectifs ambitieux : d'une part, discuter/gérer au présent l'usage des espaces communs sur zone, sur la base des six points, les différentes pratiques qui y existent, et les conflits qui peuvent éventuellement en découler ; d'autre part penser l'avenir de la zad après l'abandon du projet. En son sein, un fonctionnement par commissions s'est mis en place autour de différents thèmes. Ces commissions travaillent sur des questions plus ou moins précises, font remonter leurs travaux sous forme de propositions à l'assemblée des usages. Les composantes en discutent ensuite en "interne", puis rapportent leur accord ou leurs contre-propositions à l'assemblée des usages suivante pour qu'une décision y soit prise.

Ce nouveau fonctionnement répond aux attentes de certain-es qui le considèrent comme plus "efficace", et à une certaine forme de fatigue/lassitude liée aux difficultés d'avancer ensemble. On voudrait essayer de ne pas retomber dans les mêmes travers qu'ailleurs, en terme de confiscation de la parole et de séparation des décisions de celles qu'elles concernent, bref de prises de pouvoir, et c'est un pari difficile à tenir. Réfléchir et décider ensemble demande du temps, et donc aussi une capacité à s'extraire de l'agenda imposé par l'Etat. Pour certain.es d'entre nous, la diversité des paroles des occupant.es peinait déjà à s'exprimer en AG du mouvement, et l'AG des usages ne règle pas ce problème. Pour d'autres, ça semble quand même important d'essayer cette forme au vu des enjeux, tout en gardant ces questions en tête.

2) Par ailleurs, il s'est aussi passé des choses au sein du mouvement d'occupation. La réu du jeudi était jusqu'ici le seul espace vraiment commun de discussion des occupant.es. Mais entre la place prise par l'organisation du quotidien et le temps nécessaire à trouver des accords à la mesure de

notre diversité, ça devenait difficile de discuter des sujets vraiment complexes. Des occupant.es ont donc décidé de créer une "AG des occupant.es", mensuelle, pour poursuivre ces débats de fond.

« C'est quoi cette histoire de négociation ? »

Ces derniers temps, on entend souvent parler de « la possibilité de négocier » (entre l'État et le mouvement anti-aéroport). Pas mal de monde (des comités, soutiens, etc.) semble se poser des questions à ce sujet. Il a été décidé, dans le cadre de « l'assemblée des usages », de la formation d'une « délégation intercomposante », dont la mission serait de dialoguer avec l'État sur le devenir de la Zad sans aéroport.

Pour nombre d'entre nous il semble important de rester uni.es face à l'État, alors que celui-ci fait tout pour nous diviser entre bon.nes et méchant.es, intégrables et réprimables.

C'est pourquoi, après des débats difficiles, il a été décidé que des occupant.es participeraient à cette délégation, notamment parce que les autres composantes vont de toute façon y aller. Beaucoup parmi nous ne sont pas d'accord ou n'en attendent pas grand-chose, parce que face à l'État, on ne gagne que ce qu'on peut prendre et tenir par la lutte, pas ce qu'il veut bien nous concéder. Mais dans un moment aussi critique, nous avons certainement intérêt à voir et savoir ce qui nous lie et nous a lié pendant ces années. C'est au-delà de la lutte contre l'aéroport que nous espérons trouver cette cohésion, parmi les occupant.es et entre composantes du mouvement.

Nous ne voulons pas croire qu'à ce moment clé, que certain.es appellent « victoire » et d'autres « abandon de l'aéroport », notre mouvement se déliterait et que l'on bataillerait chacun.e pour sa part du gâteau, dont la cerise serait l'accord bienveillant de l'État. Nous souhaitons au contraire signifier à l'État, ainsi qu'à ceux que notre mouvement effraie, qu'ensemble nous ne sommes pas seulement des obstacles à leurs projets, mais des entraves à leur logique, avec ou sans aéroport.

Que par le biais des négociations, l'État ait une prise sur ce qu'il se passera ici, c'est un fait. Mais ça ne signifie pas pour autant que nous lui ouvrons grand les portes de ce que nous avons construit, ensemble et sans lui. Il est et restera, pour nous, un adversaire politique, et nous continuerons à construire nos réalités.

Dénonciation des fantasmes des médias

Depuis le rendu de la médiation, les médias se déchaînent à notre sujet. LCI titre un de ses reportages, le 4 janvier : "Zadistes : des terroristes comme les autres ?". La démesure n'a plus de limites, on mélange et confond tout, pour créer une belle grosse image de peur. Parce que la peur, ça fait vendre du clic (ou du papier), et ça fait voter toujours un peu plus à droite aux prochaines élections. Les médias, en tant que deuxième peau bien épaisse d'un système déjà rôdé, ont d'ores et déjà lancé l'offensive, et attaquent de toutes part en jouant de tous les outils à leur disposition : mensonges, mauvaise foi, désinformation, information fragmentée et décontextualisée, caricatures, [photos volées](#), suppositions, préjugés... Des classiques, et surtout de quoi engraisser le buzz et le sensationnalisme. La plupart des « infos » sorties sur NDDL sont soit des communiqués non sourcés de la gendarmerie soit de la manipulation grossière.

Pour l'État et ses représentant.es, inciter des éditorialistes sans aucune connaissance des luttes sociales à assimiler les mouvements subversifs à des terroristes, est un stratagème habituel de désignation d'ennemi intérieur. Une diversion bien pratique en plein chantier de casse sociale, qui

lui permet en prime d'utiliser un arsenal judiciaire visant à surveiller, entraver ou museler les militant-es. Bref, de légitimer sa propre violence. En effet, comme on a pu le voir la liberté d'expression a pour frontières les notions floues de terrorisme.

Le glissement sémantique allant de "militant.es convaincu.es", vers "terroristes" en passant par "radica.le.ux" est particulièrement pernicieux. Même si cette diabolisation ne repose sur aucun fondement juridique, elle permet de faciliter grandement la répression et la surveillance des mouvements contestataires. Alors, oui, ils tenteront ce qu'ils peuvent pour affaiblir ce mouvement : manipulation d'opinion, opérations de police et barbouzeries diverses,... Mais surtout, ils chercheront à exacerber nos différences [pour mieux nous diviser](#). Par ailleurs, lorsque d'autres rédacteur-ices dressent un portrait lisse, intégrable et apolitique nous ne les remercions pas plus que ceux qui nous criminalisent.

Rapport à l'évacuation/aux expulsions

La zad n'a donc rien à voir avec l'image de camp retranché de dangereux décérébrés, véhiculée par les médias afin d'occulter le fond politique de ce qui est inventé ici au quotidien. Pour autant, la vie sur la zone n'est pas non plus une carte postale de gentil.les néo rural.ux en goguette. Comme partout, il y a des conflits d'usages, des embrouilles, des dérapages. Mais ici, nous tentons de régler ces questions collectivement, sans recours à des flics, à des juges, des matons ou des psys. Nous y mettons beaucoup d'énergie parce que nous croyons que c'est possible. Ce que certain-es appellent « zone de non-droit » est pour nous une zone où nos fonctionnements sont pensés, discutés, questionnés quotidiennement, et soumis à l'épreuve des différentes réalités. C'est leur loi qui punit les pauvres et protège les riches, leur loi qui met hors-la-loi, réprime la solidarité, les personnes sans-papiers, l'habitat libre et tant d'autres. Ce qu'ils appellent "non-droit", nous l'appellons "hors-normes". Et ce n'est pas plus la légalité que l'illégalité qui nous semble le critère pour juger de la justesse de nos actes. L'invention d'un modèle social en constante expérimentation, c'est parfois chaotique et forcément imparfait, mais c'est une tentative légitime même si elle pousse du coude les cadres et les normes. Et cette expérience collective, vécue, soutenue et rejointe par de milliers de personnes depuis une dizaine d'années, donne de l'espoir et du sens dans une époque où le capitalisme ravage ce qui reste de respirable en ce monde. C'est pourquoi nous serons nombreuses à défendre la ZAD en cas d'intervention policière, ciblée ou totale, comme nous l'avons fait en 2012. Nous savons que comme alors, la lutte ne se jouera pas uniquement dans le périmètre de la ZAD, mais au sein de toute la constellation de liens, de luttes amies et de soutiens, présents pour certaines depuis des années. Et malgré l'asymétrie du rapport de forces annoncé (3000 CRS ? 6000 ?!!), nous résisterons au mieux avec l'ensemble du prisme de nos modes d'actions. Car notre force est toujours cette diversité complémentaire, qui fait tant rager ceux qui veulent séparer les bons résistant-es des mauvais-es.

N'oublions jamais que la violence vient et viendra d'abord du système et de l'Etat qui en définit le niveau. Le gouvernement prépare ainsi l'opinion pour une évacuation d'une extrême violence, allant peut-être jusqu'au meurtre, comme a Sivens, avec l'aide des médias qui rabâchent jusqu'à la nausée les propos gendarmesques sur "la possibilité d'un mort".

Ce qu'on veut : défendre la zad pour lutter contre le monde de l'aéroport

Alors que l'État laisse entendre qu'il pourrait abandonner le projet, des personnes plus ou moins éloignées de notre réalité dévoilent dans les médias leurs projets pour la zad. Nous ne les avons pas attendu.es pour penser notre avenir. L'État et le système qu'il défend nous emmènent droit dans le mur, et plutôt que de contribuer au désastre en cours, nous nous sentons légitimes à essayer ici de vivre différemment.

Comme convenu avec l'ensemble du mouvement, nous voulons un gel de la situation foncière une fois les historiques revenu.es dans leurs droits, afin de créer une entité issue du mouvement qui prendra en charge ces communs. On peut souvent lire ou entendre qu'une zad d'après l'abandon reviendrait peu ou prou à sa vocation uniquement agricole d'avant le projet. Si cette lutte fut dès ses débuts une lutte pour la défense des terres, elle s'est depuis élargie, notamment avec l'arrivée des occupant.es. Des gens vivent et luttent ici, y ont développé d'autres pratiques depuis des années, et entendent bien continuer.

N'en déplaise à ceux qui veulent nous aménager en zone pacifiée de commerce équitable, nous souhaitons continuer à produire et/ou vivre, hors cadre et hors normes. Nous voulons aussi continuer à inventer d'autres manières de partager et d'échanger en dehors du seul lien marchand, pour être moins dépendant.es de l'état et du marché, mais aussi pour nos voisin.e.s et pour soutenir d'autres luttes. Nous désirons aussi continuer à définir nos propres règles et gérer nos conflits. On n'a pas de réponse prémâchée sur comment vivre autrement dans ce monde, sur les contradictions qui nous traversent, et les compromis qu'on est prêt.es ou pas à accepter.

Nous voulons prendre soin ensemble des espaces communs (routes, espaces boisés, prairies, lieux de réunion...) ; travailler à renforcer les liens de confiance qui nous unissent déjà à nos voisin.e.s, et à déconstruire les préjugés et les fantasmes qui nous séparent de beaucoup d'entre elleux (notamment via l'organisation d'info-tours dans les bourgs alentour, la participation à la dynamisation du bourg voisin...). Pour autant, nous ne voulons pas d'une zad où seul.e.s pourraient rester ceux qui présenteraient bien devant les journalistes, accepteraient de prendre un statut légal ou pourraient/voudraient bien payer des factures. En d'autres termes celles et ceux qui ne feraient pas tâche sur la photo de famille. Nous voulons que la zad reste diverse et surprenante, qu'y cohabitent des gens aux pratiques variées, parce qu'attaché-es à des idées politiques différentes. Nous avons défendu cette zone ensemble, nous continuerons à l'habiter ensemble. Nous voulons donc que TOUT le monde puisse rester, sans exception. Certain.es partiront peut-être, d'autres arriveront, d'autres ne feront que passer. Comme ça a toujours été le cas. Mais qu'il n'y ait ni expulsion, ni aucune forme d'intervention policière visant à réprimer certain.es d'entre nous. Nous pensons aussi à toutes celles et ceux qui ont déjà subi la répression. Nous souhaitons l'amnistie pour les personnes condamnées dans le cadre de la lutte contre l'aéroport. Nous sommes prêt.es et déterminé.es à lutter pour.

Enfin et peut-être surtout, nous souhaitons que la zad reste une zone de lutte. Ensemble, nous avons sorti ces terres de leur destruction programmée, y avons mis en place des formes de vie qui nous correspondent, plus collectives et autonomes et ne souhaitons pas nous arrêter là. Nous luttons contre l'aéroport et son monde. Et même si le projet est abandonné, son monde continuera d'exister, et nous continuerons de le combattre de toutes les manières qui nous sembleront pertinentes. Nous continuerons à lutter contre les infrastructures et les projets d'aménagement du territoire ; contre les

politiques migratoires et le racisme d'État, aux côtés de ceux qui subissent plus que nous la violence systémique. Nous continuerons à prendre la rue, à occuper des bâtiments et des places publiques avec les travailleuses, chomeuses, étudiantes, précaires (que nous sommes parfois) contre les politiques capitalistes qui nous mettent un peu plus à la merci de l'économie. Nous continuerons aussi le travail de déconstruction des dominations qui traversent notre société (sexisme, racisme, spécisme, agisme...) en les visibilisant et en les combattant, sur la zad et en dehors.

Alors que le mouvement envisage le triste jeu des négociations avec l'état, nous espérons réussir à préserver ensemble les espaces de liberté qui font de la zad une zone un peu plus respirable que le reste du monde. Ce pari, nous ne sommes pas du tout sûr.e.s de le gagner, mais on préfère tenter plutôt que de se laisser diviser.

D281

Quant à la portion de la D281 qui traverse la Zad, la dite « route des chicanes », elle est à nouveau au centre de l'attention. Des voix s'élèvent dans les médias (venant parfois du mouvement) pour réclamer son « ouverture », voire sa "libération".

Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'existe pas sur la zad de position consensuelle à son sujet. Depuis sa (re)naissance lors de l'opération César, elle a été le théâtre de conflits politiques, d'usages et/ou de voisinage, et nous rencontrons des difficultés pour trouver des solutions qui conviennent à tou.te.s - habitant.es, occupant.es, riverain.es et autres usager.es, ou autres composantes du mouvement. Nous n'y avons pas les mêmes évidences, ni les mêmes intérêts.

Fermée par les autorités depuis 2013, la route est à la fois habitée en plusieurs lieux de manière plus ou moins stable, traversée de nombreux chemins quotidiens, et circulante aux véhicules légers et tracteurs. Elle voit donc coexister plusieurs pratiques et enjeux. S'y croisent ceux qui y vivent, ceux qui y voient une situation de rencontre -même muette- entre des mondes, ceux qui l'empruntent quotidiennement, à pied, en vélo, à quatre pattes, à côté de véhicules dont la vitesse est réduite, ceux qui l'empruntent pour des raisons pratiques, de travail ou d'accès rapide...

On sait aussi que certain-es n'osent pas ou plus la prendre, excédé.es ou effrayé.es par des histoires parfois avérées, relevant parfois de la rumeur ou de l'exagération. Il est clair qu'il y a eu sur cette route des actes et comportements abusifs, auxquels les occupant.es n'ont pas toujours su réagir de manière adéquate. Mais nous ne pouvons pas réduire le débat ou les conflits autour de la route à ces actes.

Au-delà de nos difficultés à trouver une forme pérenne d'existence à cette route vivante, ce qui dérange c'est aussi l'idée d'un espace commun dont la gestion autonome échappe aux lieux de pouvoir. De nombreuses agglomérations sont parsemées de ralentisseurs, de zones où la circulation est limitée ou réservée aux riverains (voire totalement privatisées). Pourtant, rarement l'on y voit tant d'ardeur à contester l'existence de ces dispositions.

La défense et la protection face à l'État ne sont plus depuis longtemps les seuls enjeux de l'occupation de cette route. Nous savons bien qu'une barricade n'arrête pas un bulldozer protégé par des flics, pas longtemps en tout cas. Pour autant, notre attachement à cette route ne relève pas d'un

"folklore barricadier" à balayer d'un revers de main ou à muséifier (même si des fois on aime bien cette carcasse de voiture rouillée taguée RÉVOLTE, où s'autogère une plate-bande sauvage).

Nous accordons au contraire une importance proprement politique au devenir de cet espace et de ce qui s'y joue : la remise en cause de la vitesse, de la place de la voiture dans nos vies et sur le territoire, enfin d'une certaine vision fonctionnelle de l'espace qui en décide l'usage d'en haut plutôt que sur le terrain. Ces questions seront toujours d'actualité après une hypothétique fin de la menace policière. Pour nombre d'entre nous, cette route est aussi une part, petite mais vitale, de cette lutte de l'imaginaire.

Voilà pourquoi si cette route redevenait une simple route, au détriment de tous les usages qui s'y sont créés depuis 5 ans, une partie du mouvement le vivrait comme le début de la normalisation de la Zone. Nous savons que faire coexister des réalités si multiples demande de l'implication, de l'énergie et des actes marquants. Nous nous sommes déjà réunis afin de se poser cette question collectivement et continuerons à le faire. On considère souvent ici les conflits d'usage et politiques comme l'un des sels de cet espace. Et si l'excès de sel nous fait tirer la langue, un plat fade ne nous tente pas.

La suite

Vous le savez sûrement : quelle que soit la décision du gouvernement, nous vous invitons à nous rejoindre sur la zad le 10 février pour fêter cette victoire si elle est actée, ou la hâter le cas contraire. Nous vous attendons nombreuses pour préparer la suite, en veillant à laisser de la place à ce qui nous a rendu fort.es jusque là : la coexistence dans un même combat de nombreuses cultures de luttes se complétant mutuellement, cette diversité qui ne laisse pas d'angle d'attaque au gouvernement. Les liens qui tissent cette lutte forment une trame qui ne saurait disparaître avec la fin de la zone à défendre. Soyons fort.es de ce passé commun pour construire la suite de ce récit, pour continuer nos recherches d'un monde plus juste et réfléchi plus communément, pour préserver ces connexions qui ont tellement impacté nos vies et se multiplieront encore.

La zad vivra, pas parce que nous sommes une « cinquantaine d'irréductibles ultras-violents », mais parce que nous sommes des milliers à avoir un attachement fort à cet espace, pour des milliers de raisons. Et ça, ça ne changera pas avec un abandon.

Comme peuvent l'être Bure, la No Tav ou Roybon, ce projet d'aéroport n'est qu'un symptôme d'une société en crise profonde, à la fois économique, politique et sociale. Des symptômes auxquels d'autres tentent de répondre par l'accueil de réfugié.es, la recherche d'une agriculture respectueuse du vivant, ou le féminisme radical (entre mille autres luttes que nous devrions citer ici).

Ce monde est empreint d'oppressions et d'inégalités, et si l'idée n'est pas de le jeter complètement à la poubelle, elle est au moins d'y provoquer des changements, profonds, radicaux c'est à dire qui s'attachent à la racine. Peu importe les préjugés que fait naître ce mot, il y a en nous de radical tout ce qui cherche un changement profond dans quelque chose. Nous sommes tou.tes radical.aux.

En ça, notre lutte ne s'arrête pas aux portes d'un aéroport abandonné. Elle se poursuit au-delà, et tant que des bétonneurs sans scrupules continueront à piller des ressources et des espaces, nous continuerons d'entraver leurs machines. Sans pour autant que l'on ait envie de quitter cette zone, qui, dès lors que son avenir sera acquis au mouvement anti-aéroport, pourra constituer une base

arrière solide pour ouvrir d'autres brèches, et faire exister de la solidarité là où l'état et le marché nous séparent et nous isolent.

Bien sûr, l'abandon du projet d'aéroport, s'il se confirme, sonnera comme une victoire. Cela enverra un message à toutes les autres personnes et collectifs en lutte : les états et les multinationales ne sont pas tout puissants. Nous n'avons pas à accepter et subir tous leurs désirs. Nous pouvons dire Non, nous organiser pour les faire reculer. Nos luttes peuvent être victorieuses.

Néanmoins, nous sommes beaucoup sur cette zone à considérer que l'abandon de l'aéroport ne constitue qu'une victoire partielle. Alors que nous tentons d'empêcher la construction d'un aéroport, plus de 400 autres sont [en projets ou en construction dans le monde](#). Alors que nous déclarons, Pas d'aéroport, ni ici, ni ailleurs, celui de Nantes Atlantique sera tout de même agrandi, au mépris de toute considération pour le changement climatique et ses effets déjà bien perceptibles. Certes, le projet est sur le point d'être enterré, mais le monde qui va avec est, lui, encore bien vivant et va continuer son oeuvre prédatrice. Il serait dommage que la formidable force collective qui s'est constituée avec des centaines de comités et des milliers d'individus impliqués dans cette lutte s'éteigne. On aura encore à lutter ensemble pour préserver et arracher des marges de liberté, ici et ailleurs. Car des zones à défendre, il en existe des milliers.

Quelques occupant.es de la zad

[Rajout] Compte-rendu & verdict du procès contre les Brèves du désordre

[Le verdict prononcé le 21 décembre 2017 a donné 2 mois avec sursis plus les frais de justice. L'accusé a fait appel.]

[Indy nantes](#), 9 novembre 2017

Les sourires du crime

Un compte-rendu du procès du 8 novembre à Paris pour provocation

Le 8 novembre 2017, devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris composée de juges spécialisés dans le domaine des délits de presse, devait passer un compagnon accusé d'une double provocation. Une première portant « à la commission de dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes », et une seconde portant « à la commission d'une atteinte volontaire à la vie ». En langage ordinaire cela donne « appel à la destruction » et « appel au meurtre de flics », pour d'avoir reproduit le 18 février sur le site cettesemaine.info une invitation passée la veille sur Indymedia Nantes, et invitant à un apéro-discussion solidaire avec les inculpés de l'attaque incendiaire de la keufmobile en mai 2016. Inculpés qui ont pris en septembre dernier de lourdes condamnations de 1 à 7 ans de prison.

Deux mots sur le dossier

Comme il n'est pas forcément inutile par les temps qui courent d'apporter quelques précisions techniques, on posera simplement ici le déroulé de la construction du dossier judiciaire. Tout d'abord, il s'agit d'une plainte initiée par le ministère de l'Intérieur contre un site anarchiste.

Le 18 février, jour même de reproduction du texte sur cettesemaine.info, la plate-forme PHAROS

reçoit une dénonciation anonyme, se saisit de l'affaire, et c'est donc tout d'abord l'OCLTIC (Office Central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication) basé à Nanterre qui gère l'affaire. Les deux phrases incriminées resteront les mêmes du début à la fin. Rappelons-les une fois pour toutes : « *Nous ne demanderons pas justice, pas plus que nous ne parlerons d' « innocence » ou de « culpabilité » car nous détestons la justice autant que les flics et l'ordre qu'ils défendent. Répandons plutôt le désordre et le feu partout où ces ordures nous pourrissent la vie !* » ; et « *À la 1ère, à la 2ème, à la 3ème voiture brûlée, on aime tou-te-s les grillades de condés !* » Dénichant rapidement un IP et un domicile qui lui correspond suite à une demande à l'hébergeur commercial de ce site (OVH), le seul IP qui s'est connecté à la partie administration du site en question ce jour-là, l'OCLTIC boucle son sale travail dès le 22 février. Il retient initialement la qualification d' « *apologie de terrorisme* » puis finalement celle qui restera, de « *provocation non suivie d'effet au crime ou au délit* ». Cela tombe d'ailleurs bien, puisque l'IP correspond à celui d'un ennemi déclaré de l'Etat, un « *individu connu des services de Police pour des faits de violences volontaires, vol avec effractions et de nombreuses destructions/dégradations en qualité de mis en cause* », selon le fichier de *Traitement des Antécédents Judiciaires* reproduit avec délectation dans la procédure.

Puis, sur instructions officielles de l'Etat-Major de la police judiciaire de la préfecture de Paris, l'OPJ zélée transmet directement la procédure à... la Direction du Renseignement de la dite préfecture (DRPP), soit la section locale de la DGSI. Ce sont ces derniers, dont la réputation en matière de terrorisme d'Etat n'est plus à faire, qui vont garder sous le coude la procédure du 22 février au 5 avril, sans jamais plus apparaître dans le dossier. C'est aussi chez eux que s'opère un second choix : celui de continuer les poursuites, en confiant début avril l'enquête préliminaire à une seconde brigade, la BRDP (Brigade de répression de la délinquance à la personne).

La BRDP va travailler du 5 avril au 23 juin 2017 en étudiant de nombreuses pistes qui ne la mèneront nulle part : étude de la carte prépayée et du téléphone laissé pour payer le serveur, étude du titulaire de la boîte postale ouverte en province au nom du journal « *Cette Semaine* » qui a précédé le site incriminé, étude du mail de contact du site et du mail de contact avec le serveur, etc. Pour tenter d'y voir plus clair à partir de l'IP déniché, seul élément en leur possession, la BRDP va directement demander une perquisition au domicile de l'anarchiste concerné. Pour la justifier auprès du procureur et du JLD, elle va arguer que l'intéressé est « *susceptible de ne pas répondre aux convocations* » et préciser que « *cet individu appartient à la mouvance anarcho-autonome, pouvant se livrer à des actions violentes, et refusant systématiquement de coopérer avec les services de l'Etat* ». La date choisie est celle de l'entre-deux tours à l'élection présidentielle, le 26 avril, et l'anarchiste notoire étant absent, elle défoncera les maigres panneaux de bois de la porte, s'emparera du matériel désiré et désignera deux témoins d'office pour la perquisition. [Un récit existe déjà ici.](#) Le compagnon se rendra dans leurs services pour savoir de quoi il en retourne (un simple numéro de téléphone avait été scotché sur les restes de la porte) le 10 mai, et, notera le brigadier de service dans ses conclusions, « *Monsieur X refusait, comme attendu, de coopérer avec nos services, refusant de répondre à toute question* ». Au cours de l'été arriveront une série de recommandés postaux des huissiers de justice, fixant une audience-relais le 11 octobre devant la 17e chambre, puis une audience de fond le 8 novembre dernier. Pour ne pas interférer avec le procès du quai de Valmy en septembre bien que les deux soient en partie liés puisque le point de départ technique est un texte solidaire avec l'incendie de la keufmobile, le compagnon choisira plutôt de rendre public la seconde date, et libre à chacun-e de s'en emparer à sa manière.

Plusieurs textes anonymes ont ainsi circulé en octobre, comme cet appel à une discussion publique à Paris le 31 octobre « *pour discuter de comment continuer à poser des mots solidaires sur les actes de révolte qui nous parlent, sans transiger avec la nécessité de porter des idées et sans nous cacher derrière la défense de la liberté d'expression* » ou encore cet *Almanach illustré du soir* tiré à des milliers d'exemplaires, mais aussi deux appels à se rendre au procès (« *ne laissons pas [la justice] accomplir sa sale besogne dans le calme* »), sans compter les autocollants reproduisant dans la rue les phrases incriminées (et qu'on retrouvera aussi dans le tribunal).

Deux mots sur le procès

Les boiseries de la 17^e chambre étaient noires ce 8 novembre. Noires de nuées de robes d'avocats qui discutent avec le président pour des histoires de reportage télé, d'injures ou de diffamations, noires aussi de la colère d'une vingtaine d'anarchistes et anti-autoritaires sur les bancs du public habituellement déserts. Après une demie-heure technique où tout ce beau monde fixe des dates, le président Thomas Rondeau, M^ossieur police-de-l'audience bien campé derrière ses petites lunettes dorées d'arrogance et de pouvoir, décide que la première des trois plaidoiries sera la nôtre.

Le compagnon est appelé à la barre. C'est un assesseur qui mène les débats. Il assène que tout cela doit rester serein, et l'inculpé lui répond immédiatement que cela dépend largement d'eux aussi, qu'il y a deux côtés antagoniques. Commence la formalité de l'identité, et plutôt que de la décliner en demandant des « oui » de confirmation à l'intéressé, l'assesseur tente un mode flic : nom, prénom, date de naissance, adresse. Ça commence donc forcément à coincer, et dès la date de naissance. -« *C'est écrit un peu partout dans le dossier !* », -« *oui mais j'ai besoin de vous l'entendre dire* », - « *vous sous-entendez que la police a utilisé des faux-papiers dans le dossier ? c'est xx/xx/xxx* », - « *dites-la normalement !* » et voici que le compagnon se met à épeler lettre par lettre le mois le plus long de l'année, le président police-de-l'audience et son assesseur commencent à bouillir. -« *votre adresse ?* » -« *celle où vos collègues sont venus perquisitionner, c'est écrit dans le dossier* » -« *c'est bien la votre ?* » -« *Mettez donc adresse présumée dans vos fiches, c'est xx* ». Puis l'assesseur commence la lecture du résumé de l'affaire en lisant les phrases incriminées. - « *Répandez le désordre et le feu...* » - « *Non, c'est Répandons !* » - « *Vous aurez la parole tout à l'heure !* » - « *Oui, mais c'est Répandons, pas Répandez !* » recoupe l'inculpé avec un petit sourire. Et c'est bien tout ce qui se passera à la barre ce jour-là en présence du compagnon. Sur ce second petit moment de confrontation avec les règles tacites d'une justice bien rendue où on doit s'écraser sans broncher, le président police-de-l'audience saisit soudain son micro et demande aux deux gendarmes présents d'expulser trois solidaires assis dans le public qui ont souri. Ces derniers protestent et refusent de bouger. - « *On ne sourit pas, l'audience doit se dérouler dans le calme. L'audience est suspendue jusqu'à votre expulsion !* » Puis la cour se barre dans son arrière-salle.

S'en suit un moment de stupéfaction, où les deux gendarmes tentent en vain de parlementer sous les quolibets, puis sont renforcés en vain par trois autres, qui devant leur impuissance appellent des renforts. Des commentaires fusent à haute voix dans la salle contre la démocratie, la justice. Le compagnon inculpé a quitté la barre immédiatement et rejoint les solidaires. Il tente une phrase sur la situation. - « *Une justice protégée par des militaires en arme en dit long sur...* » - « *Outrage, outrage !* » gueule aussitôt la procureure restée au fond pour tchatcher avec la greffière, avant même d'avoir entendu la suite outrageante. - « *Ca en dit long sur ce que vous alliez plaider au nom du ministère de l'Intérieur et de la DRPP !* » - « *Je note, monsieur X, je note vos propos !* » Elle ne

la ferme que lorsqu'elle est assaillie de tutoiements venus du public qui la prennent à partie, et se retire à son tour à l'abri des regards et des quolibets.

Une petite troupe de gendarmes énervés déboule alors dans la salle, certains reconnaissent des visages connus pour s'être confrontés à eux tout au long du procès de la keufmobile cramée qui s'est déroulé un mois et demi plus tôt. Ils tentent de se saisir des trois importuns au sourire narquois, une grande partie du public se lève alors et intervient (l'inculpé y compris). Ils sont plus nombreux, gantés et énervés (mais pas plus que nous), poussent et bousculent tout le monde vers la sortie de la salle, puis décident de nous accompagner jusqu'à la sortie du tribunal dans la rue. Résonne alors en chœur dans le palais d'infâmie le slogan « *tout le monde déteste la justice* » jusque dans la cour, tandis que des centaines de papillons reproduisant les phrases incriminées volent dans les airs, avant un ultime « *De Limoges à Grenoble, vivent les casernes de gendarmerie en feu* » lancé à la face des hommes en uniforme avant de franchir les grilles. On apprend par la suite que les gendarmes chargés de l'entrée au tribunal ont sévèrement filtré plusieurs solidaires, conduisant à les retarder ou pour l'un à l'accompagner physiquement jusque dans la chapelle du tribunal, vu qu'il avait emprunté la file des touristes pour gagner du temps.

Du côté de la salle quasi-déserte, ça pue un peu qu'à l'ordinaire. Des boules puantes ont appesanti l'atmosphère, et la suspension d'audience sera plus longue que prévue, les gendarmes ayant été contraints d'ouvrir les fenêtres. Les petites souris solidaires qui sont restées pour entendre le reste du procès sont fouillées pour re-renter dans la salle, sauf le RG qui présente simplement et sans vergogne sa carte police aux gendarmes. L'assesseur reprend alors son résumé de l'affaire, insistant sur le fait que le compagnon a été entendu par les services de police mais n'a répondu à aucune question, qu'il a installé un logiciel du « *dark net* » sur son ordinateur, etc. En l'absence de la plupart du public, de l'inculpé et de son avocat, le procès est plus facile, et c'est au tour de la procureure de faire son show vengeur. Elle met en avant l'« *extrême gravité des propos* », aggravée par l'attitude du compagnon inculpé, concluant par un « *de toute façon je ne m'attendais à aucune décence de la part de la défense* ». Toute sa plaidoirie va s'articuler autour d'un point de droit pour récuser les conclusions écrites de la défense (à défaut d'être orales), puis d'un second sur cette question de la « *décence* ».

Concernant la première phrase, « *Nous détestons... Répandons plutôt...* », elle repousse les jurisprudences utilisées par la défense comme trop anciennes, qui disent que pour être directe, la provocation doit être précise. La procureure s'indigne ainsi qu'on ait osé invoquer la chanson de Johnny Hallyday « *Allumer le feu* » pour mettre en avant le côté festif et agitateur de cette pratique. La salle ne peut s'empêcher de rire, et même un juge est contaminé, sans toutefois être expulsé... Elle reprend en disant que ces propos interviennent dans le contexte de l'affaire du quai de Valmy, et que « *répandre le feu* » concerne le fait de brûler des voitures de flics, sachant que sa jurisprudence à elle en matière de provocation concerne avant tout « *l'état d'esprit propre à susciter le crime* ». Les anarchistes étant décidément bien trop « *indécents* » à son goût et dotés d'un « *état d'esprit* » rédhibitoire, elle demande la condamnation.

Concernant la seconde phrase sur les « *on aime tous-te-s les grillades de condés* », elle en revient d'abord à la « *décence* ». La défense s'est en effet permis de faire remarquer que l'emploi du verbe « *aimer* » peut se référer au plaisir de griller des policiers ou encore au plaisir qu'ont les policiers à faire des grillades et que ma foi, en matière de goûts, hein... Face à « *l'indécence* » de cet argumentaire, elle affirme d'une part qu'il s'agit d'une apologie, et d'autre part que comme le début

de la phrase est « à la première, à la deuxième, à la troisième voiture », il s'agit en réalité bien d'une provocation, demandant là-aussi une condamnation.

Cerise sur le gâteau, elle conclut en disant être bien consciente que le compagnon n'a pas écrit ces propos puisqu'ils ont été repris d'Indymedia Nantes, un site qui ne fournit jamais les IP et publie ce genre « *d'articles poubelle* », mais que cela n'y change rien puisqu'il les a repris à son compte.

La procureure demande donc une condamnation volontairement sévère, selon ses dires, à un an de prison avec sursis, précisant que l'absence de casier de l'intéressé a été pris en compte, et que sinon elle aurait demandé plus. **Les juges fixent ensuite la date du rendu, ce sera le 21 décembre à 13h30, même chambre.**

Cette affaire, gérée du début à la fin par le ministère de l'Intérieur est révélatrice de la pression et du chantage que l'Etat entend désormais aussi renforcer contre les subversifs anti-autoritaires. La classique manoeuvre d'en choisir quelques-uns pour adresser un message à tous, de tenter de briser les vases communicants entre des idées et des actes de révolte et plus généralement de punir par un moyen ou un autre celles et ceux qui s'opposent à lui, qui plus est lorsqu'ils ne s'en cachent pas, ne changera pas la donne. **Les actes d'insoumission n'ont besoin d'aucune provocation ou incitation pour se répandre, et les idées qui les défendent sont bien trop libres pour passer sous les fourches caudines du code pénal et de toute justice.** Ce procès n'a été qu'un (tout) petit moment de conflictualité dans un monde où les puissants s'engraissent à l'infini sur la misère et l'exploitation, où ils empoisonnent la terre au nom du profit et assassinent des milliers d'êtres humains à leurs frontières parce qu'ils n'ont pas le petit bout de papier nécessaire. Un monde d'autorité qu'il est plus que temps de détruire.

**La solidarité c'est l'attaque, avec indécence et un état d'esprit bien acéré
Vive l'anarchie !**

Paris : la lutte contre la machine à expulser en procès

La lutte contre la machine à expulser en procès...

Mercredi 31 janvier 2018 à 13h30, sept camarades et compagnon.ne.s passeront en procès à Paris à la 16e chambre du tribunal correctionnel. Deux sont accusé.e.s d'avoir « *volontairement dégradé ou détérioré des locaux professionnels de la société Air France* », un autre est accusé d'avoir « *volontairement dégradé ou détérioré des locaux professionnels de la SNCF et de Bouygues Télécom* », et tous sont accusés du refus de livrer leur ADN et leur signalétique (dont quatre uniquement de cela).

Ces petites visites inamicales d'une trentaine d'inconnus dans les locaux d'Air France à Bastille puis dans ceux de la SNCF à Jourdain se sont produites en plein jour le 17 mars 2010, quelques heures après la condamnation de dix sans-papiers à des années de prison ferme pour l'incendie du centre de rétention de Vincennes. Elles s'inscrivent plus largement dans le cadre de la lutte contre la machine à trier, enfermer et expulser les indésirables, ponctuée ces années-là de vagues de sabotages contre une partie de ses nombreux rouages. Un peu moins de huit années après des faits gérés par la section anti-terroriste du 36 quai des Orfèvres, l'Etat n'oublie rien, et ça tombe bien, car nous non plus !

La SNCF est toujours un auxiliaire zélé du ministère de l'Intérieur à Vintimille comme ailleurs, Bouygues s'enrichit toujours sur l'enfermement et la mise en cage, Air France continue sa collaboration aux déportations forcées parfois assassines (dernier mort en date, un expulsé algérien de 34 ans sur le vol Air France Copenhague-Paris le 22 novembre dernier), les indésirables «sans-papiers» ou «réfugiés» sont toujours traqués, tabassés, humiliés et expulsés quotidiennement sous nos yeux dans les rues de Paris comme de Calais, et la Méditerranée se remplit toujours de milliers de cadavres qui avaient le tort d'être dépourvus d'un petit bout de papier.

En outre, l'Etat se prépare désormais à expulser en masse beaucoup de celles et ceux qui à force de courage et de détermination sont parvenu.e.s ces dernières années à passer entre les mailles du filet. Le projet de loi sur l'immigration examiné à partir d'avril prévoit ainsi le doublement de la durée de rétention jusqu'à 105 jours (en cas de refus d'expulsion) grâce à la construction de 400 places supplémentaires dans les prisons pour étrangers sans-papiers (les CRA) ou jusqu'à 24h de «retenue administrative» en cas de contrôle d'identité dans la rue ou les transports pour les détenteurs de carte de séjour. Dès le 12 décembre, la circulaire Collomb avait d'ailleurs donné le ton avec la création d'une brigade mobile spécialisée dans le tri des réfugiés à l'intérieur des structures d'hébergement, ou encore en augmentant la fréquence de vols spéciaux privés et de charters pour suppléer Air France.

Car au-delà des sept nouveaux individus que l'Etat a choisi de renvoyer laborieusement en procès après des années d'instruction (trois autres ont déjà été condamnés en juin 2017 à 4 mois avec sursis pour des «dégradations en réunion» dans un autre volet de ces enquêtes), c'est bien toute une lutte qui sera jugée : celle contre la machine à expulser qui, de 2006 à 2011, a touché des centaines d'objectifs de manière variée, par le feu ou le marteau, le sabotage à l'acide ou à la colle, sans compter les balades sauvages, les manifestations et les discussions publiques, les collages d'affiches ou la diffusion de tracts et autres propositions adressées à la rue. Une lutte sans sujet ni centre politique, qui propose à chacun l'auto-organisation sans médiation et l'action directe diffuse à partir d'un angle particulier, une lutte au nom de la « liberté pour tous et toutes, avec ou sans papiers ».

C'est donc aussi cette manière de lutter et de s'auto-organiser de façon autonome au sein de la guerre sociale qui sera jugée, une manière sans partis ni syndicats où on se met en jeu à la première personne pour agir directement contre tout ce qui nous opprime, des frontières à l'enfermement, du contrôle social aux guerres technologiques, de l'exploitation à toutes les dominations, une manière qui est aujourd'hui plus que jamais d'actualité pour en finir avec le vieux monde de l'autorité.

Des ennemis de toutes les frontières

Discussion publique

lundi 22 janvier 2018 - 19h

CICP - 21ter rue Voltaire - 75011 Paris

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Palaiseau, France : Quatre migrants se font la belle du centre de rétention !



Dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 janvier, quatre migrants sont parvenus à s'évader du centre de rétention de Palaiseau (Yvelines).

Ce sont les flics qui, le lendemain matin, ont remarqué qu'il manquait quatre retenus à l'appel. Pour se faire la belle, les migrants ont eu recours à une méthode d'évasion bien ancienne mais pas si courante: ils ont scié les barreaux de la cellule puis noué des draps, servant ainsi d'échelle artisanale, bien plus discrète que celles en métal.

Bonne chance aux quatre évadés !

Des mauvais moments pour les bleus (mi-janvier 2018)

Compiègne (Oise) : La police n'est pas la bienvenue

Le Parisien / vendredi 12 janvier 2018



Alors que les autorités se félicitaient d'une amélioration de la sécurité dans le quartier, **des policiers ont été la cible d'une quarantaine de jeunes ce vendredi soir.**

Le contrôle d'un scooter en infraction a dégénéré, ce vendredi soir, dans le quartier du Clos-des-Roses à Compiègne. Aperçu par une patrouille de la police municipale, le deux-roues a pris la fuite.

« Un premier attroupement s'est formé, puis les policiers ont été caillassés », relate le commissaire Sébastien Chalvet.

Arrivée en renfort, la police nationale a elle aussi été victime de jets de pavés. Projetée, une barre de fer a endommagé un véhicule. Une trentaine d'agents compiégnois, soutenus par la Brigade anti-criminalité (BAC) de Creil, se sont rassemblés rue Philéas-Lebesgue, où un barrage de poubelles avait été dressé pour les accueillir.

Les forces de l'ordre ont fait fuir les manifestants avec une quinzaine de grenades lacrymogènes avant de se lancer à leur poursuite, partis en courant. Une partie de cache-cache qui a duré environ une heure et demie. « Une personne a été interpellée », a indiqué le préfet de l'Oise, Louis le Franc, venu sur place. Un mineur, placé en garde à vue.

Les flics de la municipale jouent les robocops eux aussi

Les habitants, eux, sont désabusés. « Cela faisait longtemps, soupire un homme. Il faut vraiment nettoyer tout ça. » Une femme assure que « **depuis quinze jours, la tension montait, mais surtout parce que la police était très présente.** »

Des événements qui surviennent deux jours après une réunion de quartier au cours de laquelle les autorités s'étaient félicitées des « progrès » accomplis. Après une période troublée par la fermeture de cages d'escalier et de violents affrontements, début 2017, « il y a eu une présence policière renforcée avec un certain nombre de résultats », s'était réjoui le maire (LR), Philippe Marini.

La voiture des flics rencontre une barre de fer

« **Il y a eu 70 gardes à vue en 2017, deux fois plus que l'année précédente,** a-t-il assuré. Et trente procédures judiciaires, contre moins de dix en 2016. » Sébastien Chalvet, le commissaire, a confirmé que la police s'était « prioritairement investie » dans ce quartier de 4 000 habitants.

Les employés de la ville ramassent les projectiles qui attendaient les flics

« C'est comme si ça allait trop bien », soupire Oumar Ba, élu référent du quartier, ce vendredi soir. Il se réjouissait pourtant, mercredi lors de la réunion, que la police puisse à nouveau patrouiller au Clos-des-Roses à pied. « La plupart de ces jeunes qui ont affronté la police n'habitent même pas ici. »

Des voitures en flamme suite à l'harcèlement policier

Le Parisien / mardi 9 janvier 2018

Peu avant minuit, dans la nuit de lundi à mardi, **deux voitures ont été incendiées dans le square Claude-Debussy, dans le quartier du Clos-des-Roses,** à Compiègne. Pompiers et policiers sont intervenus, sans incident notable. Une manifestation de colère qui fait peut-être suite à une opération de sécurité menée quelques heures plus tôt par les agents du commissariat. Des patrouilles, déployées dans ce même quartier, avaient organisé des contrôles et procédé à

l'interpellation de deux personnes suspectées de participer à un trafic de stupéfiants. Elles ont été placées en garde à vue.

Ça prend dans tous les quartiers

Le Parisien / lundi 15 janvier 2018

Quatre faits en quinze jours. Les policiers municipaux de cette commune de l'Oise tirent la sonnette d'alarme et dénoncent la faiblesse des peines infligées.

Les quartiers de Compiègne où les trafics de drogues ont pignon sur rue sont des places fortes farouchement défendues. **Les forces de l'ordre n'y sont pas les bienvenues. De manière très fréquente depuis le début d'année, des salves de projectiles leur signifient qu'elles ne doivent pas rester là.** Vendredi, le Clos-des-Roses a encore été le théâtre d'affrontements entre jeunes et policiers. Puis samedi, à la Victoire, les policiers municipaux ont essuyé des jets de pierres.

Depuis le 1^{er} janvier, la police municipale a ainsi été la cible de quatre caillassages, contre six recensés... sur toute l'année 2017. Guillaume Many, délégué de l'union syndicale professionnelle des policiers municipaux, s'en alarme : « Ça prend dans tous les quartiers désormais, car les places de deal ont bougé depuis que les interpellations se sont multipliées. Avant, c'était surtout au Clos-des-Roses. Maintenant, c'est à la Victoire, à Royallieu, au Vivier-Corax... **Il y a des stocks de pavés partout dissimulés dans les quartiers afin de nous caillasser pour n'importe quel prétexte.** »

Le syndicaliste déplore les faibles peines prononcées par la justice en cas d'interpellation. Elles encouragent selon lui à la récidive. Ainsi, ce lundi, deux hommes de 18 et 21 ans comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Compiègne pour les caillassages de samedi à la Victoire.

Inconnus de la justice, ils ont été condamnés à un mois de prison ferme sans mandat de dépôt et à deux mois de prison avec sursis, ainsi qu'à 100 heures de travail d'intérêt général.

Le plus jeune des prévenus a avoué les faits. Il a « suivi le mouvement ». « Au début, on était trois. On a appelé d'autres jeunes pour être plus nombreux que les policiers. On les caillasse pour les faire fuir. Les guetteurs du trafic pensaient qu'ils allaient rester longtemps et que ça allait perturber le commerce. »

Les policiers municipaux avaient pourtant été appelés par des riverains, inquiets de constater des attroupements. Ils contrôlaient un automobiliste quand les projectiles ont plu, à proximité d'une aire de jeux où jouaient deux enfants de 5 ans. Les agents ont sorti leur flash-ball pour calmer les ardeurs des assaillants et ont dû appeler la police nationale en renfort.

Ris-Orangis (Essonne) : Et voilà pour la municipale !

Le Parisien / mercredi 3 janvier 2018

Deuxième caillassage de la voiture de la police municipale de Ris-Orangis en quelques jours.

Dimanche déjà, alors qu'à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) une policière était rouée de coups, un homme avait été interpellé après une attaque sur les policiers rue de Provence, à Ris-Orangis.

Ce mercredi, vers 18 heures, dans le même quartier, une agression similaire s'est déroulée. **Les agents municipaux ont procédé à un contrôle après avoir vu un mineur fumer un joint. Celui-ci s'est rebellé et a alerté d'autres habitants du quartier, qui ont jeté des pavés sur le véhicule, causant plusieurs impacts sur le pare-brise.**

Au moment où les jeunes se rapprochaient de la voiture de police, un équipage de la police nationale est arrivé en renfort, permettant de mettre en fuite le groupe et interpellant l'un des suspects. « C'est un bel exemple de collaboration entre la police municipale et la police nationale, commente le maire (PS) Stéphane Raffalli [*l'ordure ci-contre; NdAtt.*] . Nos agents font un gros travail de terrain depuis de longs mois et nous ne relâcherons pas la pression pour que ces secteurs redeviennent calmes. »

Durant son mandat l'élus socialiste a augmenté les effectifs de la police municipale qui compte désormais 28 agents, ainsi que le personnel dédié à la surveillance vidéos puisque 44 caméras scrutent la commune. Cette police municipale est d'ailleurs armée depuis automne 2014. « Ces agressions se multiplient et montrent le quotidien des forces de l'ordre », soupire pour sa part le syndicat de police Alliance qui rappelle que des actes similaires ont touché des véhicules de la police nationale à Corbeil-Essonnes à deux reprises.

A Mantes-la-Jolie aussi on caillasse la municipale...

Le Parisien / jeudi 4 janvier 2018

Des agents de la police municipale de Mantes-la-Jolie ont été **la cible de jets de projectiles**, ce jeudi, vers 15 heures, alors qu'ils effectuaient leur patrouille au niveau de la rue Jean-François-Millet, dans le quartier du Val Fourré. **Une vitre du véhicule des agents a été brisée** lors de l'incident mais aucun blessé n'est à signaler.

...sans oublier les CRS !

Le Parisien / vendredi 5 janvier 2018

Des CRS en patrouille dans le quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, ont été **la cible de jets de pierres**, jeudi soir. **Leur fourgon, qui circulait dans la rue Broussais a reçu un premier projectile vers 20 h 30**, n'occasionnant aucun dégât particulier. Presque trente minutes après, **un nouveau passage des policiers leur a valu des jets de cailloux de la part de cinq personnes**. Plusieurs impacts ont été enregistrés sur la portière avant droite du véhicule et sur la porte latérale. Les auteurs ont pris la fuite avant de pouvoir être interpellés.

Saint-Etienne : Strike !

Le Progrès/ mardi 9 janvier 2018

Lundi soir, à 22h30, lors d'un contrôle routier, **un automobiliste a foncé sur des policiers**, cours Gustave-Nadaud. Au terme d'une course-poursuite avec deux équipages de la BAC et un de police-secours, l'automobiliste a perdu le contrôle de son véhicule, une BMW série 5, en heurtant un

trottoir, boulevard de la Palle, dans le quartier de la Métare.

L'individu, âgé de 30 ans, bien connu des services de police, a alors pu être interpellé. Son passager a réussi à prendre la fuite à pied et reste activement recherché. Une arme de type Kalachnikov, chargée, a été retrouvée dans la voiture.

Dix policiers ont été blessés. Les ITT vont de 1 à 3 jours. Les trois voitures de police ont été accidentées.

Corbeil-Essonnes (Essonne) : un flic à terre

Le Parisien / mardi 9 janvier 2018

Tout commence par un accident de la route. Afin de fluidifier la circulation, permettre au dépanneur de venir emporter les véhicules et aux secours de s'occuper des victimes, une patrouille de police est dépêchée ce lundi soir, peu après 18 heures, à l'entrée du quartier des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes.

C'est alors qu'une « **petite armée** » de caillasseurs se rassemble, attrape des pavés et s'approche de l'accident. Une dizaine de jeunes prennent les agents à revers et leur jettent une pluie de projectiles. L'une des pierres, « **plus grosse que le poing** », termine sur la cheville d'un fonctionnaire. Celui-ci ressent immédiatement une vive douleur.

Les forces de l'ordre parviennent ensuite à s'abriter, jusqu'à ce que l'attaque éclair se termine. Le policier blessé est rapidement pris en charge par les pompiers, déjà sur place. Le diagnostic, confirmé ensuite par les médecins, est formel : fracture de la malléole gauche. Plâtré, l'agent s'est vu prescrire ce mardi matin 30 jours d'ITT.

Grace aux caméras de vidéosurveillance, un adolescent âgé de 15 ans qui pourrait avoir participé à cette attaque a été interpellé un peu plus tard. Un autre mineur, âgé de 17 ans, qui tentait de s'interposer lors de l'arrestation, a été lui aussi conduit au commissariat local.

« **Ces agressions constituent malheureusement le quotidien des policiers dans l'Essonne et de manière générale en banlieue parisienne** », soupire le syndicat de police Alliance qui réclame « des effectifs supplémentaires pour y faire face ». De son côté le syndicat Unité-SGP « condamne ces violences à l'encontre de la police, après celles survenues à Champigny (Val-de-Marne), et nous demandons la plus grande sévérité de la justice face à ces actes graves. »

Vénissieux et Vaulx-en-Velin (Rhône) : Pierre et insultes pour les keufs

Le Progrès / lundi 8 janvier 2018

L'après-midi s'est déroulé sous tension ce dimanche à Vénissieux et Vaulx-en-Velin.

Des équipages de police ont été la cible de jets de pierres et la cible d'outrages à répétition. La police a procédé à l'interpellation de plusieurs jeunes, soupçonnés d'avoir lancé des projectiles et qui ont été placés en garde à vue. Le conducteur d'un scooter, qui a fait un geste obscène devant des policiers, a été arrêté peu après les faits alors qu'il se cachait derrière un buisson. Il a également fait l'objet d'une garde à vue.

Nemours (Seine-et-Marne) : Guet-apens pour policiers et pompiers

Le Parisien / samedi 13 janvier 2018

Une quinzaine de jeunes ont tendu un guet-apens aux sapeurs-pompiers et aux policiers à Nemours, vendredi soir. Vers 21 h 30, les secours sont appelés pour des feux de conteneurs rue François-Villon, près de la maison de retraite. En arrivant sur place, **les soldats du feu et les policiers se font caillasser par les jeunes hostiles. Ils reçoivent des pierres, des morceaux de bitume...** Des renforts parviendront à disperser le groupe tandis que les pompiers maîtriseront les incendies. Aucun blessé n'a été recensé mais **plusieurs véhicules de police ont été dégradés par les jets de pierres.**

Limoges : Dans le car aussi, on déteste la police !

France3 / mercredi 10 janvier 2018

L'échauffourée s'est déroulée devant un car de la ligne Limoges-Bellac. Cette liaison avait déjà fait parlé d'elle, en raison de nombreux trafics.

A la mi-journée, à l'angle des rues Montjovis et Labussière, la conductrice s'inquiète du comportement de plusieurs passagers : ils parlent fort, montent sur les sièges.

Elle leur demande de se calmer, ils répondent par des insultes et des menaces. Elle contacte alors la police. Deux voitures de patrouille se déplacent. Les 4 individus fauteurs de troubles descendent du car pour être contrôlé. Parmi eux, 3 mineurs.

C'est à ce moment que l'intervention dérape. **Les jeunes se montrent agressifs et violents, et les policiers, rejoints par des collègues, doivent les maîtriser. Bilan : trois blessés du côté des forces de l'ordre. Un policier a même dû se rendre à l'hôpital pour effectuer des radios de sa mâchoire.**

Les 4 jeunes ont été interpellés et entendus au commissariat.

Cette agression arrive au lendemain d'une journée de mobilisation dans la police qui visait justement à dénoncer un climat d'insécurité. Le Procureur de la République de Limoges Gilbert Emery promet une réponse ferme à ce qu'il qualifie de violence gratuite.

Brunoy (Essonne) : Il ne s'arrête pas au barrage de police

Le Parisien / vendredi janvier 2018

Il avait dérobé un utilitaire, ce vendredi après-midi. Mais le véhicule a été rapidement retrouvé par les policiers de la brigade anticriminalité de Montgeron. Ces derniers ont mis en place un barrage sur la commune de Brunoy. **Mais l'homme à bord du véhicule a foncé sur la patrouille de police placée en travers de la route, soulevant la voiture banalisée des fonctionnaires. Deux agents ont été blessés** par la violence du choc. L'homme au volant a été interpellé et placé en garde à vue.

Prison de Fleury-Mérogis : Les prisonniers ripostent au blocus des matons

Le Parisien / jeudi 18 janvier 2018

Plus d'une centaine de détenus ont refusé de réintégrer leur cellule à l'issue de la promenade, qui avait commencé en retard à cause d'un mouvement de grève du personnel pénitentiaire. L'intervention de forces d'intervention a mis fin au mouvement en début d'après-midi.

Les gardiens de prison manifestent, les détenus font de même. En pleine journée d'action du personnel pénitentiaire, mobilisé pour obtenir de meilleures conditions de sécurité, pas moins de 123 détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) ont refusé jeudi matin de réintégrer leur cellule.

Les contestataires, qui se trouvaient toujours **dans la cour de promenade du bâtiment B2**, ont rejoint leur cellule en début d'après-midi après l'intervention des forces spéciales. Ils auraient dû rentrer au moins une heure plus tôt.

Cette mutinerie fait suite au mouvement de grève des gardiens. La journée a débuté en retard dans la maison d'arrêt à cause de ce débrayage, raccourcissant le temps de promenade. « Personne n'est rentré prendre son service ce matin », assure Thibault Capelle, secrétaire local de Force ouvrière. Soit entre 250 et 300 personnes selon le syndicaliste, pour qui l'absence des grévistes aurait dû être suppléée par des renforts de police ou de gendarmerie. Sans aide, « le personnel du service de nuit a fait le strict minimum ce matin, poursuit Thibault Capelle. Ils ont vérifié l'intégrité physique des détenus mais **n'ont pas ouvert les cellules.** »

Des retards qui ont engendré **de fortes tensions avec les détenus. D'abord dans le bâtiment B1, où les équipes régionales d'intervention et de sécurité (Eris) ont été envoyées vers 10h30. Puis dans les bâtiments B2 où plus d'une centaine de détenus ont refusé de réintégrer leur cellule.** [...]

France Bleu / jeudi 18 janvier 2018

A la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), **les 123 détenus qui refusaient de rentrer ont finalement regagné leur cellule vers 14h30.** Ils ont quitté la cour dans le calme. Il n'y a eu ni violence ni dégât matériel, indique la Direction de l'Administration Pénitentiaire. **Les détenus avaient résisté jeudi midi après la promenade.** Des équipes d'intervention avaient été appelées pour mettre fin à ce mouvement, a indiqué la Direction de l'Administration pénitentiaire. « *Il n'y a pas de revendications, pas de violence. L'établissement est en état d'alerte, on attend les renforts* ». Elle avait expliqué que la journée était désorganisée à cause du blocage des prisons.

Le temps de promenade avait été écourtée, indique une source syndicale. Les détenus ont montré leur colère en tapant sur les portes et en insultant le personnel. Elle précise que les détenus faisaient de l'immobilisme.

Des équipes régionales d'intervention et de sécurité étaient déjà en renfort sur un autre bâtiment de la prison. Ils ont été déployés pour « *éviter tous débordements et faire du maintien de l'ordre* ».

Cet incident a lieu alors que les surveillants de centres pénitentiaires organisent des blocages devant les prisons pour obtenir de meilleures conditions de sécurité. Devant la prison de Fleury-Mérogis, de 6h à 10 h ce jeudi matin, près de 200 surveillants s'étaient rassemblés pour montrer leur détermination. Ils ont été évacués par la police.

This entry was posted in [Anticarcéral](#) and tagged [Essonne](#), [prison de Fleury-Mérogis](#). Bookmark the [permalink](#).

Prendre le maquis ou bien mourir

Un vieux document jamais publié retrouvé du fond d'un bureau, un peu remis à jour, écrit un jour de pluie et de tristesse, plus que jamais d'actualité

Il y a quatre ans, Clément était assassiné.

Il y a quatre ans Clément était assassiné dans l'indifférence générale.

Je me souviens avoir longuement pleuré de rage quand, après deux semaines de propagande à temps plein j'ai appris que notre manifestation n'avait rassemblé que 10 000 personnes. Certain.e.s d'entre nous semblaient s'en satisfaire.

La riposte ne correspondait en rien à ce qu'on aurait pu s'attendre à une autre époque face à un tel évènement. J'y perdais l'optimisme de la volonté qui m'avait donné la force de rehausser la tête, de continuer le combat et ainsi de donner (ou bien trouver ?) un sens à la mort de Clément, et par effet de réciprocité, de donner un sens à ma propre vie, dont je réalisais alors seulement qu'elle ne pourrait plus jamais être dissociée de ce combat que Clément, moi, et tant d'autres partageons.

Je découvrais aussi que quelque chose d'impalpable, d'indescriptible distinguait moi et d'autres d'un ensemble de gens pas si différents de certain.e.s d'entre nous avant le 5 juin, mais qui désormais me semblaient venir d'une autre planète.

Tous ces opportunistes que j'ai connus quand un gros mouvement remettait le gauchisme à la mode. Tous les indifférents, justement, ou bien ceux qui croient pouvoir se dispenser d'une quelconque remise en question de soi parce que bien-pensants.

Tous ces "antiracistes" au-dessus de tout soupçon ou ces agresseurs qui viennent toujours pourrir nos milieux.

Tous ces gens qui te sortent qu'ils n'ont pas le temps (comme s'il y avait besoin de temps pour s'accorder avec une certaine éthique) mais qu'ils votent à gauche et qu'il leur arrive même d'honorer cette tradition si française de manifester.

Mais s'ils savaient ce que je m'en fous de leurs élections. Il faut être vraiment con pour pas comprendre que la démocratie aussi sociale puisse-t-elle se prétendre, ne pourra pas leur faire barrage, vue que le fascisme a toujours pris racine sur ses cendres.

Il faut aussi être aveugle pour ne pas voir que chaque manif syndicale n'est plus qu'une autre occasion de confirmer leur perte progressive de puissance.

Mais si ces élections ne me rapporteront pas mon pote, les moments de lutte, de joie et de colère, de rage et d'amour, ça, par contre, ravive des souvenirs et des sourires.

Quitte à ne plus entrevoir d'autre futur, se reprendre le présent par tous les moyens nécessaires

plutôt que de se morfondre dans un passé révolu en tête de cortège comme dans sa queue.

Dans une soirée dans un espace occupé, dans une manif sauvage, dans une assemblée générale ou encore en garde à vue collective, c'est dans ces moments-là que le nous auquel j'appartiens ressent sa présence.

Et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre le mot d'ordre « Clément vit dans nos luttes ». Sa mort a ancré nos luttes dans nos corps mêmes : nos combats ne connaîtront plus de trêves, et quelques soient les circonstances dans lesquelles la vie nous mènera, nous serons toujours à la poursuite de tels instants de bonheur intenses et collectifs.

Il y a quatre ans, Clément a été assassiné.

Puis peu après, il a été assassiné une deuxième fois.

Le sentiment qu'a suscité en nous la réponse de la flicaille, des journalistes et des policiers – à commencer par celle du méprisable Corbière qui a cherché à faire passer Clément pour un membre de sa formation que Clément considérait comme rouge-brune – n'a cessé de raviver celui suscité par la mort même de Clément.

Une deuxième fois, nous avons été trop naïfs. Nous avons cru que sa mort allait changer quelque chose dans la société comme ça l'avait fait chez certains d'entre nous, qui comme moi n'avaient pas encore leurs luttes inscrites dans leurs corps. Deuxième coup dans le dos : le fascisme s'est révélé comme violence banale, banalisée, tolérée, niée ou bien préconisée par une bonne flampée de connards.

Quand j'ai compris que le grand soir dont le fantasme m'avait permis dans un premier temps de me relever n'advierait pas, j'ai relu le slogan « une vie de lutte plutôt qu'une minute de silence ».

Il n'y a aucun grand soir à attendre, et par conséquent, sa mort ne pourra prendre sens que dans ce qu'elle aura engendré en nous dans notre vie quotidienne si ce n'est dans les jours heureux hypothétiques.

Car désormais, vivre et lutter ne font plus qu'un.

Il s'agit de réorganiser nos vies de sorte à ce qu'elles soient cohérentes, dans leurs moindre détail à ses combats, à nos combats. Ainsi, rien ne peut justifier des paroles ou des actes xénophobes, racistes, islamophobes, antisémites, sexistes, transphobes ou homophobes. Mais aussi et tout simplement, je ne veux plus devoir souffrir de la présence de ceux qui les produisent. Et c'est ça qui a changé ce 5 juin 2013.

Ainsi, quand on découvre que des mouvements entiers peuvent être tenus par quelques petits chefs arrogants, agressifs et virilistes, ce n'est pas la lassitude qui nous pousse à désertier la scène, mais bien notre besoin vital de nous protéger. Et c'est pour cela aussi que, si prendre le maquis signifie lâcher ledit "milieu", il implique tout sauf de reprendre une vie "normale".

Ce nous, c'est tous ces gens, aussi peu soient-ils, militants ou pas, qui, le 5/6/2013, sans avoir forcément connu Clément, ont vu l'antifascisme inscrit dans leur corps. C'est physique. Comme disent les compagnon.ne.s italien.ne.s : *un rigurgito antifascista*.

Il y a quatre ans, Clément a été assassiné dans une indifférence générale

L'assassinat par les fascistes - en uniforme comme sans uniforme -

A toujours suscité une réponse d'une toute autre échelle.

En France, comme ailleurs

Je le répète, il y a quatre ans, Clément a été assassiné dans une indifférence générale
Cela est d'autant plus navrant que l'événement n'a pas manqué de publicité médiatique et
politicienne

En tous cas, il en a certainement moins manqué que lorsque la « victime » se trouve être racisée,
habiter les quartiers populaires et ne pas être étudiant d'une prestigieuse école.

Et cette indifférence lorsque ça ne tournait pas à l'insulte ou au dénigrement aurait du nous alarmer
Sa mort était à l'image de l'époque dans laquelle on entrait
Nous alarmer tout comme l'indifférence dans laquelle Rémi Fraisse a pu être assassiné par l'État
Nous alarmer tout comme l'indifférence dans laquelle 700 personnes peuvent sombrer au fond d'une
mer en quelques instants

Nous alarmer tout comme l'indifférence dans laquelle des flics peuvent assassiner et s'en sortir
impunis

Nous alarmer tout comme l'indifférence dans laquelle la surveillance se perfectionne, se généralise
et se globalise ne laissant plus aucune forme de sociabilité à l'abri du panoptique.

Nous alarmer tout comme la dévotion avec laquelle les Charlies ont pu applaudir des flics le
6 Janvier 2015 et désirer ardemment l'État d'exception permanent

Quant à ceulles qui ne se croient pas indifférent.e.s, et bien... S'indigner ne suffit pas.

Nous, qui avons la lutte inscrite dans nos corps, savons pertinemment que l'indignation, c'est
l'indifférence en actes bien que son contraire en paroles.

L'indignation sans l'acte n'est qu'inconsistance et impuissance.

Rien qui ne puisse faire barrage au fascisme, en tous cas.

C'est abdiquer face à quelque chose que l'on surestime tant qu'on ne voit plus que notre monde
existera toujours, peut-être dans les souterrains du leur, mais il existera et persistera.

Il s'agit donc, dans les années sombres dans lesquelles nous sommes en train de rentrer, de prendre
acte du fascisme qui vient certes sous de nouveaux habits et d'agir en conséquence : passer à
l'underground (cf. <https://www.revue-ballast.fr/a-recherche-de-lunderground/>)

Joindre l'acte à l'indignation, on pourrait appeler cela insurrection.

Mais comme je l'ai déjà dit, elle n'a pas eu lieu, et le nouveau monde tarde plus que jamais à
paraître.

Qui espère encore à l'insurrection dans les années d'hiver dans lesquelles on est en train de rentrer ?
Ceulles qui n'ont trouvé pour seul remède le nihilisme ? Ceulles qui se nourrissent de ce désespoir
et s'en font les gourous ? La Police, qui dans un contexte réactionnaire, loin d'avoir peur de
l'insurrection, y voit le moyen d'enfoncer un mouvement dans une dynamique d'ores et déjà
minoritaire ?

Continuer dans l'obstination au jour le jour, ce n'est pas seulement un suicide stratégique et politique
qui met en péril la possibilité même qu'un nouveau monde puisse ressurgir de cette période. C'est
aussi une solution facile pour ceulles qui se complaisent dans un confort petit-bourgeois encore un
bref instant, car elle n'implique pas de remettre en cause quoique ce soit dans notre vie quotidienne.
Metro, émeute, Dodo. Puis quand t'auras ton diplôme tu trouveras un taf bien pépère et t'oublieras
l'émeute.

Mais il y a une autre espèce, celle à laquelle je prétend appartenir, qui, parce qu'insatisfaite de
l'instant de l'émeute, sait qu'elle ne rentrera pas gentiment faire dodo. Pour nous, il ne s'agit pas

d'une rébellion d'ado mais de savoir comment créer les conditions matérielles dès maintenant pour ne jamais abdiquer, ne jamais travailler, ne jamais oublier, pardonner, et finalement rentrer docilement à la maison. Seul.e.s ceulles qui savent que demain ils se rangeront et pourront le faire peuvent dans le contexte actuel rester fascinés par l'insurrection. Les autres savent que le temps n'est plus à ça. Et c'est pour cela que le cortège de tête se vide et ne peut être que l'ombre de lui-même. Certains s'obstinent dans la stratégie de l'isolement d'une insurrection fantasmatique, d'autres se rangent par peur. Mais il y a d'autres possibles dans un tel contexte historique.

Non, ce qu'il faut aujourd'hui, c'est prendre le maquis – au sens littéral ou figuré, à votre guise – s'organiser dans la discrétion voire l'invisibilité.

Ou du moins s'y préparer. Ce qui n'est pas une mince affaire.

Réfléchir à comment réorganiser toute notre vie pour que cela soit possible, pour que des communautés de vie et des devenirs non fascistes puissent subsister face à l'anomie sociale ambiante. Hiberner, sortir du cadre, faire défection.

Etre là où l'on ne nous attend pas et y fonder des amitiés improbables. C'est ici que par ailleurs les exilé.e.s, loin d'être de simples victimes, se révèlent au contraire nos anges annonciateurs, qui nous font lever les yeux au ciel comme dans le film la Lune de Jupiter. Seulement eulles peuvent nous montrer le chemin de la clandestinité dans laquelle on devrait s'engouffrer à leurs côtés plutôt que de prétendre encore pouvoir les en sortir en se prenant pour des Hérous ou martyrs.

Il y a quatre ans, Clément a été assassiné dans l'indifférence générale

Et ouais, aujourd'hui, je hais les indifférents

Quelque chose au-delà de ma volonté

Si celle-ci existait encore, car de l'optimisme ça il n'en subsiste plus

Il y a quatre ans, Clément a été assassiné

Et, malgré moi, je me suis mis à haïr les indifférents

Un bon paquet de gens en vrai

Ainsi, il y a quatre ans j'ai perdu un ami

Et je ne savais pas que j'en perdrais d'autres suite à cela

Depuis, on me considère souvent antisocial

Et ouais j'assume je suis devenu.e relou.e avec les relous

Bref, pas indifférent.

Il y a quatre ans Clément a été assassiné, depuis ?

L'indifférence s'est généralisée

Et comme seule alternative au désespoir

Se révolter, foutre leur monde en l'air

Ou bien le désert et prendre le maquis

Un.e compagnon.ne de Clément

Communiqué commun du mouvement anti-aéroport, suite à la décision du gouvernement

Communiqué commun du mouvement anti-aéroport, suite à la décision du gouvernement

Ce midi, le gouvernement vient enfin d'annoncer l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Nous notons que la DUP ne sera officiellement pas prorogée. Le projet sera donc définitivement nul et non avenu le 8 février.

Il s'agit bien d'une victoire historique face à un projet d'aménagement destructeur. Celle-ci aura été possible grâce à un long mouvement aussi déterminé que divers.

Nous voulons d'abord saluer chaleureusement aujourd'hui toutes celles et ceux qui se sont mobilisées contre ce projet d'aéroport au cours des 50 dernières années.

En ce qui concerne l'avenir de la zad, l'ensemble du mouvement réaffirme dès aujourd'hui :

-La nécessité pour les paysan-ne-s et habitant-e-s expropriés de pouvoir recouvrer pleinement leurs droits au plus vite.

-Le refus de toute expulsion de celles et ceux qui sont venus habiter ces dernières années dans le bocage pour le défendre et qui souhaitent continuer à y vivre ainsi qu'à en prendre en soin.

-Une volonté de prise en charge à long terme des terres de la zad par le mouvement dans toute sa diversité - paysans, naturalistes, riverains, associations, anciens et nouveaux habitants.

Pour le mettre en œuvre, nous aurons besoin d'une période de gel de la redistribution institutionnelle des terres. Dans le futur, ce territoire doit pouvoir rester un espace d'expérimentation sociale, environnementale et agricole.

En ce qui concerne la question de la réouverture de la route D281, fermée par les pouvoirs publics en 2013, le mouvement s'engage à y répondre lui-même. La présence ou l'intervention policières ne feraient donc qu'envenimer la situation.

Nous souhaitons par ailleurs, en cette journée mémorable, adresser un fort message de solidarité vis-à-vis d'autres luttes contre des grands projets destructeurs et pour la défense de territoires menacés.

Nous appelons à converger largement le 10 février dans le bocage pour fêter l'abandon de l'aéroport et pour poursuivre la construction de l'avenir de la zad.

Acipa, Coordination des opposants, COPAIN 44, Naturalistes en lutte, les habitant-e-s de la zad.

Contacts presse : ACIPA - Dominique Fresneau : 06 71 00 73 69 COPAIN 44 - Cyril Bouligand : 06 21 04 76 84 Coordination - Geneviève Coiffard : 06 80 84 19 89 Naturalites en lutte - Jean-Marie Dréan : 07 69 40 45 75 Zad presse : 06 95 06 81 49

Conférence de presse commune : mercredi 17 janvier, 15h30, à la Vache Rit (les Domaines, 44130 Notre-Dame-des-Landes)

[Récit parcellaire de la Manif sauvage partie de Rambuteau issue du rassemblement célébrant la ZAD \(Belleville\).](#)

D'une supposée nouvelle technique d'intervention par surprise (et) concertée par les flics pour stopper une manifestation non autorisée ?

Les principales rues - quatre points sur les deux axes menant au lieu de rassemblement M° Belleville - étaient occupées par quatre compagnies de GM et CRS. Toutes étaient éloignées et dissimulées ne mettant au contact (quasi contact) que de nombreux RG. Certains immédiatement reconnaissables et d'autres beaucoup plus furtifs seuls et éloignés, postés entre les forces et les manifestants, d'autres en moto.

Une « bulle » un peu, beaucoup trop viciée.

Il fallait s'en extraire, et nous l'avons crevé, aisément, vers une destination telle que Rambuteau.

Un fois notre mini foule d'environ cent cinquante personnes retrouvée - *comme l'éternité d'avec son soleil tard*, on s'engouffre dans une rue ouverte qui nous attendait, une de ses petites rue du Marais, gens en terrasses toujours estomaqués, hagards de voir du réel passer devant eux, tout autrement que le ruban que BFMTV qui défile 24h/24.

Une kangoo de flics n'osera pas s'approcher rue des Archives, stoppe et reste à distance quant tous s'engagent à gauche puis à droite encore et encore puis c'est la rue de Bretagne où l'on avale cette rue puis celle de Turenne pareille.

On croise volontiers la place des Vosges, mais Rivoli attire plus.

Lorsque presque arrivé.e.s à ce croisement déboule tous feux éteint, ni sirène, ni gyro de la toute petite rue St Paul, une camionnette sérigraphiée fonce et se positionne en travers de la chaussée, à peine le véhicule arrêté que les quatre ou cinq flics sortent dont un jette déjà vers la tête du cortège une grenade lacrymogène puis redémarrent faisant obliquer d'immédiateté les personnes qui maintenant courent rue d'Ormesson - sale ruelle - quand les flics re-déboulent à nouveau toujours en camionnette la même équipe ! Ont fait le tour du paté de maison rue Jarente, mais foncent sur nous, manquent de peu de renverser des camarades, font monter les tours du moteur, crisser les pneus ré-accélèrent, un truc de malade. Irresponsables, pathétiques dangers publics, meurtriers.

Une camarade est d'ailleurs blessée aux genoux mais échappe à l'arrestation.

Repli comme on peu, rue d'Ormesson - sale ruelle - trois baqueus en embuscades n'ont qu'à se saisir d'un camarade qui rasait trop le trottoir - vu l'espacement que la camionnette offrait pas trop le choix que de raser le mur à cet endroit.

Tout le monde déteste la dispersion... devant seulement une fourgonnette.

On dirait que la technique vient de changer, au lieu des cohortes tout gyrophares et sirènes habituelles qui nous laissaient le temps d'anticiper les directions, là il va falloir être plus *attentifs ensemble* - ou prévoir de quoi les repousser, les retarder - à ce propos les poubelles trop tard placées sur la chaussée n'ont pas permis de suffisamment protéger la course finale, la fourgonnette étant vraiment au contact, les secondes précieuses étant à la fuite.

Ce mode d'intervention un peu nouveau dans Paris, en une seule fourgonnette déboulée de nulle part en mode furtif - d'où se sont extraits si vivement la flicaille pour immédiatement dégoupiller et lancer la grenade s'y était visiblement préparée, ont joué les rabatteurs, les bacqueux embusqués dans la ruelle adjacente n'avaient plus qu'à cueillir au hasard la personne facile à attraper par l'épaule. Il semble qu'il n'y ait eu que deux arrestations. Etrange mode opératoire pour le moins.

Epinay : Un homme entre la vie et la mort après des tirs policiers

Encore une « bavure » policière en région parisienne. Une nouvelle qui provoque la colère des habitants d'Epinay qui se sont rassemblés le 18 Janvier devant la mairie de la commune du 93.

Dans la nuit de mardi à mercredi un homme de 26 ans a reçu une balle dans la tête à Epinay en Seine-saint-Denis. Les médias disent qu'il est entre la vie et la mort. Les proches de la victime sur les réseaux sociaux ou des témoins affirment qu'il est mort sur place.

Comme d'habitude les « éléments de langage » policiers sont repris sans questionnement par la presse. Ce jeune homme aurait tenté de fuir en voiture à une interpellation. Dans sa fuite il aurait « roulé en direction des policiers ».

Ce dont on semble sûr, puisque la pref' elle même l'avoue, c'est que trois fonctionnaires ont tiré pas moins de huit coups de feu.

Une de ces balles a touché cet homme à la tête.

Deux autres personnes sont en garde à vue dont le passager de la victime qui n'est à priori pas blessé par balle.

La réaction ont été rapide puisqu'un rassemblement a eu lieu le 18 janvier :

Les proches des victimes contestent en effet la version policière relayé dans les médias :

Rassemblement en cours devant l'espace lumière où se trouve le maire de Epinay.
[#Epinay #JusticePourGaye pic.twitter.com/jOhXsDIjOO](#)

— BLOCUS INFOS (@BlocusInfos) [18 janvier 2018](#)

Rassemblement en cours devant le commissariat de Epinay suite à la mort d'un jeune tué par un policier d'une balle. [#Epinay pic.twitter.com/mbMngZtahH](#)

— BLOCUS INFOS (@BlocusInfos) [18 janvier 2018](#)

◆ [#EPINAY](#)

Un groupe de 4 jeunes actuellement entrains de parler avec le maire d'Epinay à l'intérieur de l'espace lumière pour exiger la vérité pour Gaye.

La version officielle du [@LeParisien 93](#) est contestée par les jeunes. [#Epinay #VeritePourGaye pic.twitter.com/LphQOVnNfX](#)

— BLOCUS INFOS (@BlocusInfos) [18 janvier 2018](#)

Pensées pour ses proches.

Sources : Cet article du [Parisien](#) et [Blocus Infos](#).

italie

Italie : Nouvelles de la lutte contre les frontières – Janvier 2018

Trente, Italie : Quiconque tente de traverser le col du Brenner finit par mourir. Train OBB bloqué

Depuis trois ans, les trois forces de police (allemande, italienne et autrichienne) se sont mises à effectuer des contrôles drastiques autour de l'axe du Brenner: environ 3000 personnes sans-papiers ont été arrêtées, dont 600 rien qu'au cours de l'année 2017. Compte tenu des contrôles au faciès réalisés dans les gares de Vérone et de Bolzano (notamment en empêchant les personnes noires de monter dans les trains internationaux OBB Vérone-Munich), de nombreuses personnes migrantes ont tenté et tentent de contourner la police de manière toujours plus risquée, en marchant le long des voies ou en se cachant dans les trains de marchandises. Six d'entre elles en sont mortes jusqu'à maintenant ou écrasées par des trains ou électrocutées par les lignes haute-tension au-dessus des wagons de marchandises, comme cela est arrivé à un garçon il y a deux semaines. Sans parler de celles qui sont mortes de froid en tentant de traverser le col du Brenner à pied. Ils n'ont pas construit de barrières au Brenner, mais l'ombre assassine de cette frontière est projetée sur un territoire beaucoup plus vaste.

Pour cette raison, **un groupe de compagnon.ne.s a bloqué le train OBB de 17h59 à destination de Monaco vendredi 5 janvier 2018. Interventions au mégaphone, fumigènes et banderole sur laquelle était écrit: « Au Brenner comme ailleurs, les frontières assassinent! »**. En ce qui concerne la vaste zone grise de collaboration avec la machine à contrôler et à expulser, il convient de noter que le conducteur du train, contrarié par l'action, a tenté à plusieurs reprises de couvrir les interventions au mégaphone par le signal du train. « Mais comment certaines personnes agissaient dans les années 30? » De cette manière, précisément.

[Traduit de l'italien de roundrobin.info, 11.01.2018]

Revereto, Italie : « Plus jamais de camp »

Mercredi 3 janvier à Marco di Revereto, près de 100 demandeurs d'asile ont bloqué l'accès du camp aux opérateurs de la Croix-Rouge et de Cinformi (l'organisme qui le gère pour le compte de la province) de l'aube à midi. Depuis plus d'un an et demi, ces mineurs, pour la plupart originaires d'Afrique, sont entassés à 230 dans des containers, attendant que la Commission décide de leur sort. C'est ce qu'on appelle « le premier accueil ». Bien qu'il existe de multiples raisons spécifiques à cette mobilisation (surpopulation, froid, manque d'accès à l'eau chaude dans les douches, épidémie de grippe, collectes de thune pour se procurer une antenne TV jamais arrivée...), que ce soit dans les discours ou sur les pancartes, ils ne demandaient pas une meilleure gestion du camp (ce à quoi médias et institutions ont tenté de réduire) mais de ne pas vivre dedans: « Plus jamais de camp de Marco ».

Le conseiller provincial aux politiques sociales a réussi à dire que la protestation était « difficile à comprendre » et que ceux qui sont hébergés ne peuvent pas espérer de « confort ». Si, comme tant

d'autres racistes plus ou moins aigris et hypocrites, il vivait ne serait-ce qu'une journée dans ces containers, il comprendrait. Mais comment pourrait-il le comprendre?

[Traduit de [roundrobin](#)]

Montichiari, Italy – Damage and graffiti to a carabinieri monument

From the local press we learn that the monument to the Carabinieri in the “Caduti di Nasiriya” park [commemorating the ‘Fallen of Nasiriya’ in Iraq in 2003, when 13 Italian carabinieri, 4 Italian soldiers and 2 Italian and 9 Iraqi civilians were killed] was the target of three vandalistic attacks in the last month.

Between 16th and 17th December graffiti was left on the base of the monument: “Carabinieri in line”, which was claimed by anarchists. Between 30th and 31st December a marble sign in remembrance of carabinieri was smashed.

Between 3rd and 4th January graffiti was left on the monument: “Carlo Giuliani Park. Cops Murderers”.

It seems that the surveillance cameras system in the park is not working and it will be a difficult task to identify those responsible.

Montichiari – Danni e scritte a monumento dei carabinieri

Translated by Act for freedom now!

Milan, Italy – Damage to the christmas tree of the Italian cops

From the local press we learn that a ‘Firtree of legality’ set up by the Italian Police association in Piazza Ferrara, in the heart of Corvetto, was not appreciated this year either. A group of masked people set it on fire on New Year’s Eve.

Milano – Danneggiamento per l’abete dei Poliziotti Italiani

Translated by act for freedom now!

Italy: Update on the Repression Against Anarchists in Naples

The pacification of political movements has led to the almost total disappearance from our society of any revolutionary aspiration, replaced with a frenetic rush to occupy the warm and comfortable seats that power offers. This has led to a fierce struggle, often without quarter, to follow the current politician, who is raised to rank of political revolutionary in order to guarantee ‘antagonistic’ politicians an area of political acceptability within the institutions. As a result we witness the voluntary cancellation of any form of opposition in favor of cooperation and often collaboration with a political system that until recently was considered hostile. All these elements represent tangible facts that have negative repercussions on what remains of the revolutionary or insurrectionary movement, if you prefer.

In a similar context, the last pockets of resistance, those who persist in considering the destruction of this political and economic system as unavoidable, are able to be identified and attacked more easily by the repressive apparatus of the state.

The huge amount of resources that the police and magistracy are able to call upon can be used entirely and with minimal resistance to annihilate a social enemy that now have increasingly reduced spaces to maneuver in.

Specifically, the anarchist movement is the one that is hardest hit by this repressive attack launched by the state. All this has been made possible by the widescale use of so-called criminal association laws that have continuously been adapted to the socio-political structure of the movement.

At present, dozens of comrades are facing prison sentences, are imprisoned or under house arrest, and just as many are subject to various forms of precautionary measures such as signing on, residential restrictions, special surveillance, etc and an unknown number, certainly very high, are under investigation by various prosecutors scattered throughout Italy. Among these, the Naples prosecutor, who has been struggling for years without much success to make his own infamous contribution, made his voice heard at the beginning of December.

Following two investigations brought together in one proceeding, one in 2010 and the other in 2011, the arrest of twenty anarchist comrades was requested. The investigators hypothesized the existence of a cell, active in Naples and with connections to Greece and Spain, linked to the FAI-FRI and that the publications La Miccia, Invece, Blasphemia and the blog Arraggia are the propaganda tools that the organization uses to publish their communiques and claims of responsibility.

The accusation against them all is subversive association (270 bis) and, for one comrade, specific crimes concerning the possession and use of explosives. Furthermore, the precautionary closure of the Libertarian Studies Center was requested, which since the 1970s has hosted the Louise Michel anarchist group and the 76A anarchist space, which they consider to be logistical bases of the Naples cell.

The author of the investigation is Prosecuting Magistrate Catello Maresca from the District Anti-Mafia Directorate (DDA), who became famous for having arrested several bosses linked to the Casalesi clan. Now, after his 8 year involvement in anti-mafia investigations, he has been moved to anti-terrorism and has decided that in order to maintain his style that he will now pursue the anarchists.

Like many other magistrates he takes delight in writing books in which he describes to us mere mortals the 'very important' operations he has completed. In one of these he collaborated with Leandro Del Gaudio, who is well known to us because he often used the newspaper he writes for, Il Mattino, to sling mud at the Naples anarchists. And he has not been shy about divulging news regarding the proceedings against the anarchists, no doubt prompted by his friend Catello in order to seek maximum media visibility.

The investigation is still open so as of yet we have not had the opportunity to read the huge volume of paperwork concerning the procedure that are available to us (the only request from the Prosecuting Magistrate has more than 1500 pages). We don't know, for example, the total number of suspects because it possible that for other comrades no precautionary measures have been

resrequested. Furthermore, we don't know what the basis is for the investigative hypothesis of our zealous magistrate.

One of the things we do know is that in the first instance the request was rejected by a Preliminary Investigations Judge (GIP) who did not consider the elements in his possession to validate the arrests. Not used to having his integrity questioned, the Public Prosecutor has appealed because he can't accept anybody being allowed to question the work that he has so dilligently carried out. One of the brightest stars of the firmament of our inquisitors does not tolerate defeats, so it seems likely that he will not give up until the end.

Beyond all reasoning, experience teaches us that one of the main objectives of these types of operations is to disintegrate, if not to eradicate, a group of active comrades from the territory in which it acts.

In our case they have been mistaken in their calculations. We are not going to retreat one single step. We will continue our political and existential journey in the face of those who would like us to be mute and submissive.

The date of the appeal hearing was set for December 14 and then moved to February 22 due to a lack of notification.

Updates will follow as soon as we are able to provide more detailed information.

SOME ANARCHISTS IN NAPLES

(via [Croce Nera Anarchica](#), translated by **Insurrection News**)

Italie : La moisson de mouchards continue

Après les [récentes découvertes de dispositifs de surveillance](#) par des anarchistes italiens, voici d'autres nouvelles à ce propos.

Cremona : un GPS trouvé dans une voiture de compas

Ces derniers jours, un dispositif de contrôle a été trouvé dans la voiture appartenant à une compagne et à un compagnon. **Dans le pare-chocs arrière**, nous avons trouvé un GPS, attaché à la carrosserie avec des aimants, avec des batteries interchangeables et une SIM de l'opérateur Vodafone. Il a été visiblement utilisé pour suivre les déplacements de ceux qui utilisent cette voiture. Une question rhétorique : mais qui peut bien l'avoir mis ? Il ne faut pas trop de fantaisie pour l'imaginer...

Voilà des photos du mouchard :

Source : [Round Robin](#)

Bologna : Micros et GPS dans la voiture d'une compagne

Dans la voiture d'une compagne on a retrouvé 2 micros (photos 1 et 1-bis), un GPS (photo 2) et un dispositif muni d'une antenne, d'une SIM de l'opérateur TIM et d'une carte mémoire de 16Go (photo 3).

Le câble d'alimentation (rouges et noirs) étaient liés aux fusibles (photo 4, point 1) et à d'autres câbles positionnés sous le tableau de bord, tandis que le GPS aimanté et le machin avec cartes et l'antenne étaient cachés derrière le compteur de vitesse (photo 4, point 2 et photo 5).

Les deux micros se trouvaient par contre sous le tissu du plafond de la voiture et les câbles arrivaient au point d'alimentation en passant par la portière (photo 6, points 3 et 4).

A l'intérieur des paquets bien fermés il y avait ce qu'on peut voir dans les photos 7 et 8.

De ce qu'on a pu vérifier, tout a été placé dans la voiture de la compagne il y a plus d'un an et les micros enregistraient même quand le moteur de la voiture était éteint, dans un rayon de plusieurs mètres.

Photo 1 – les micros

Photo 1-b – un micro

Photo 2 – le GPS

Photo 3 – le dispositif avec antenne relié à micros et GPS. Il contenait aussi une SIM et une carte mémoire.

Photo 4 – point 1 : derrière le compteur de vitesse ; point 2 : le boîtier à fusibles

Photo 5 – En sens antihoraire à partir d'en haut : dispositif avec antenne, SIM et carte mémoire; GPS; câbles d'alimentation.

Photo 6 – les micros et leur câble d'alimentation

Photo 7 : l'intérieur du machin avec antenne et cartes (en bas, avec contour marron, le GPS)

Photo 8 – vue d'ensemble

Source : [Round Robin](#)

Cagliari : Micros dans une voiture

A la mi-novembre, des micros ont été trouvés dans les voitures appartenant à un compagnon et à une compagne. Les micros étaient placés **entre le tissu et le plafond de la voiture, au niveau de la jonction entre pare-brise et pare-soleil** (donnez-y un coup d'œil – depuis l'extérieur on ne le sent pas, il faut faire passer la main entre le métal du plafond et l'attache de la tapisserie). Dans un cas les fils d'alimentations arrivaient sous le volant, dans l'autre ils étaient liés à la plafonnière. Tous les deux micros étaient également équipés de traceurs GPS.

Source : [Round Robin](#)

Turin : La parabole de la Vierge

Un compagnon a remarqué, un après-midi de fin 2017, deux flics en civil de la DIGOS entrer puis ressortir de façon pressée d'un bâtiment situé en face de l'*Asilo Occupato*, à Turin. Peu après quatre types chelous, avec des gros sacs de matos technique en sortent eux aussi et démarrent en trombe. Du coup, les compas de l'Asilo commencent à regarder avec un certain intérêt ce bâtiment, jusqu'à découvrir, au dernier étage, une antenne parabole un peu bizarre. Contrairement à toutes les autres antennes paraboles pour la télé ou internet via satellite elle n'est pas tournée vers le ciel, mais bien vers l'Asilo, juste en face. Elle est composée d'un grand carré blanc et d'un petit rond, toujours blanc, attachés avec des serre flex à la balustrade du balcon. Les techniciens auxquels les compas ont demandé n'ont pu leur donner qu'une liste, pas trop longue, de possibilités. Il n'est donc pas certain qu'elle serve comme micro directionnel, ou bien à capter le signal de quelques micros ou caméras installés lors d'une des perquisitions de l'Asilo, plutôt que pour d'autres utilisations innocentes...

résumé d'un (bien marrant !) texte de [Macerie](#)

Trento : Mouchards au travail

Depuis presque trente ans, entre les enquêtes ouvertes et celles fermées (souvent sans que les personnes sous enquête le sachent), les anarchistes de Trento et Rovereto sont presque systématiquement épiés.e.s. Certes, ils/elles n'ont pas été ni ils/elles sont les seuls, vu l'omniprésence de la surveillance électronique. Mais les différentes enquêtes contre les anarchistes, si elles ont eu des maigres résultats d'un point de vue juridique, ont servi justement à contrôler de façon plus sélective et plus éhontée ceux et celles qui dérangent les plans du pouvoir.

Depuis la fin des années 90, des micros ont été trouvés à des nombreuses reprises dans les maisons, dans les lieux autogérés, dans les voitures. Cela sans parler de téléphones, fixes ou portables, sous écoute et caméras devant les maisons. Dans un cas, un mouchard a été trouvé dans un sac à dos. Rien que pour l'opération *Ixodiae* (qui a mené, en 2012, à l'emprisonnement de deux anarchistes, puis à un procès contre 8 compas, qui s'est soldé par une relaxe, pour « association subversive avec finalité de terrorisme ») le Parquet de Trento avait dépensé plus d'1 million d'euros en écoutes audio et vidéo.

Dernièrement, des micros avec GPS ont été trouvés dans deux voitures. Évidemment, tout cela, pour DIGOS et ROS [les deux structures antiterroristes des forces répressives italiennes, respectivement de la police et des Carabinieri ; NdAtt.] (et pour les Procs qui les autorisent, si bien qu'autorisations judiciaires il y a), cela ne suffit pas. La vie rebelle doit être épiée à chaque instant. La semaine dernière, une micro-caméra a été trouvée dans la cuisine-salle à manger d'une maison de compas. Un saut en avant qui n'est pas des plus petits. L'intimité, pas seulement celle des mots, mais aussi celle des corps et des gestes, transformée en matière d'enquête, pour un montage à souhait.

Nous ne voulons pas nous résigner au Big brother.

Nous ne pensons pas que cela est un problème qui concerne seulement nous, mais qui concerne tout le monde.

A ces attaques contre la liberté il faut réagir de façon solidaire.

Il faut dire haut et fort et de manière claire aux espions et à leur sales manœuvres :

CA SUFFIT

mardi 23 janvier, 18h, Piazza Pasi, à Trento : exposition publique des nouvelles « découvertes ».

Des anarchistes

Source : Anarhija.info

nouvelle-caledonie

Canala (Nouvelle-Calédonie) : Le site minier du groupe Ballande à l'arrêt après une soirée de saccage et d'incendies

Nouvelle-Calédonie 1ere / Lundi 8 janvier 2018

Dimanche soir vers 22 heures, le site minier du groupe Ballande, situé à Nakéty sur la commune de Canala, a été vandalisé. 5 véhicules ont été incendiés et un atelier a été saccagé.

L'essentiel du préjudice sera lié à la perte d'exploitation, **l'activité va devoir s'arrêter pendant quelques jours**. La direction déplore également un fort préjudice moral, ces graves dégradations rappellent celles de 2014. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie.

tunisie

Tunisie : La rage insurrectionnelle reste palpable dans plusieurs régions ...

Peu de faits sont relatés dans les médias tunisiens, mais il semblerait que les émeutes se soient poursuivies depuis jeudi dernier. Les désordres ont continué dans plusieurs régions au cours du week-end des 13 et 14 janvier, notamment à Feriana (Kasserine), Sidi Ali Ben Aoun (Sidi Bouzid), El Kram (Tunis), cité Ettadhamen (Ariana) et Douar Hicher (Manouba) où, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Khalifa Chibani, des jeunes insurgés ont érigé des barricades à travers les rues et affronté les larbins du pouvoir.

A Nabeul, les flics ont fait état de 26 arrestations, dont 11 en lien direct avec les affrontements avec la police et divers pillages et saccages de magasins, de dépôts de douane ou bâtiments d'Etat. Au cours de la nuit de dimanche à lundi, des anonymes ont mis le feu à des pneus dans plusieurs rues et ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre. A **Sidi Ali Ben Aoun**, d'autres ont essayé de faire irruption dans un entrepôt appartenant à la Douane tunisienne, empêchés de justesse par les flics. **A Sidi Bouzid, un groupe d'insurgés a endommagé un câble électrique à haute tension, causant une coupure d'électricité dans certaines régions**, a-t-il ajouté.

Au total, 41 personnes impliquées dans les actes de vandalisme et de pillage ont été arrêtées par les flic au cours de la nuit de dimanche à lundi 15 janvier.

Depuis le début du soulèvement, ce ne sont pas moins de 937 personnes qui ont été arrêtées par les forces répressives, dont la grande majorité d'entre elles se trouve toujours en détention préventive.

Par ailleurs, on apprend ce lundi 15 janvier que **le théâtre municipal de Tunis [1] a été recouvert de tags accompagnés du symbole anarchiste. Parmi les messages écrits sur la façade: « Libérez les détenus », « chute de la Loi de finances », « vous nous avez appauvri », et « nous sommes venus en plein jour ».**

[Reformulé depuis la presse tunisienne]

Note:

[1] Inauguré en 1902 et conçu par l'architecte Jean Emile Resplandy